



Mali : créer les conditions du dialogue avec la coalition jihadiste du GSIM

Rapport Afrique N°306 | 10 décembre 2021

Traduit de l'anglais

Headquarters

International Crisis Group

Avenue Louise 235 • 1050 Brussels, Belgium

Tel: +32 2 502 90 38 • brussels@crisisgroup.org

Preventing War. Shaping Peace.

Table des matières

Synthèse	i
I. Introduction	1
II. Le GSIM : la montée d'une coalition jihadiste malienne	4
A. Une coalition jihadiste	4
B. La stratégie du GSIM	6
C. L'établissement de la Charia : entre pragmatisme et idéologie.....	9
III. Des initiatives locales de dialogue.....	12
A. Une impasse dommageable pour tous.....	12
B. Les accords locaux de cessez-le-feu	14
IV. Perspectives de dialogue	17
A. Un changement de cap.....	17
B. Le point de vue du GSIM sur le dialogue.....	21
C. La position des partenaires du Mali	25
V. Favoriser le dialogue avec le GSIM	28
A. Lever les résistances au dialogue.....	29
B. Nomination des négociateurs	31
C. Un dialogue plus large sur la Charia et la laïcité	32
D. Trouver un médiateur.....	34
VI. Conclusion	35
ANNEXES	
A. Divers degrés de présence du GSIM dans les cercles du Mali	37
B. A propos de l'International Crisis Group	38
C. Rapports et briefings de Crisis Group sur l'Afrique depuis 2018	39
D. Conseil d'administration du Crisis Group.....	41

Principales conclusions

Que se passe-t-il ? Le gouvernement malien a exprimé sa volonté de dialoguer avec les insurgés islamistes, dont certains ont envoyé des signes également favorables. Si des négociations précédentes entre chefs de communautés, insurgés et milices ont débouché sur plusieurs cessez-le-feu locaux, aucune avancée majeure n'a jusqu'ici permis des négociations de haut niveau.

En quoi est-ce significatif ? Le pays s'enlise dans un conflit qui a fait des milliers de morts. L'armée et les jihadistes accusent de nombreuses pertes, sans qu'aucune partie ne puisse assurer une victoire militaire. La violence entre communautés s'envenime. Les partenaires étrangers s'épuisent face à l'impasse sécuritaire et aux crises politiques que connaît le pays.

Comment agir ? Le gouvernement malien et les jihadistes ouverts au dialogue devraient renforcer leur engagement dans ce sens. Idéalement, ils devraient désamorcer l'opposition des élites et des partenaires étrangers, désigner des équipes de négociation et éventuellement s'accorder sur un médiateur.

Synthèse

Le gouvernement malien et le plus grand groupe jihadiste du pays, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), déclarent vouloir dialoguer pour mettre fin au conflit qui les oppose. Pourtant, aucune des parties n'a œuvré pour que ce dialogue s'ouvre. Après huit ans de conflit, le gouvernement et ses partenaires extérieurs n'ont pas de stratégie militaire crédible pour faire cesser les combats. Des pourparlers de haut niveau pourraient permettre au gouvernement de conclure des accords avec les jihadistes et d'épargner des vies. Néanmoins, les responsables politiques se heurtent à des obstacles majeurs, en particulier leur propre division sur l'opportunité de ces négociations. La France, principale alliée du Mali, s'oppose au dialogue. Le GSIM pose le retrait des forces armées étrangères comme une condition du dialogue, alimentant ainsi la réticence de ceux qui s'opposent aux pourparlers. La population, découragée par la multiplication des milices rurales et les rivalités entre élites qui ont engendré deux coups d'Etat en un an, penche en faveur du dialogue. Afin de ne pas engager des pourparlers mal préparés, le gouvernement et le GSIM devraient tout d'abord resserrer leurs rangs et affiner leurs positions sur les points clés, notamment le rôle politique et social de l'islam, désigner des équipes de négociation et s'accorder sur un médiateur.

Le GSIM est une coalition de quatre groupes jihadistes formée en 2017 qui mène ses opérations depuis des bastions situés en zones rurales dans le nord et le centre du pays. La coalition est affiliée à al-Qaeda mais la plupart des groupes qui la composent sont placés sous commandement malien. Pendant un temps, le GSIM a progressé rapidement sur le territoire mais le conflit est maintenant dans l'impasse et les deux camps s'infligent mutuellement de lourdes pertes. Le GSIM cherche avant tout à imposer son interprétation ultra-conservatrice de l'islam sur l'Etat et la société. Cependant, dans les faits, les insurgés ont depuis longtemps adopté une approche très pragmatique reposant sur un système alternatif de gouvernance qui offre un certain degré d'autonomie locale. Ils ont également concédé des cessez-le-feu ponctuels avec les groupes d'autodéfense. Ces accords ont eu le mérite d'assurer une accalmie temporaire des combats dans plusieurs régions.

Durant des années, le gouvernement a, de son côté, rejeté l'idée d'un dialogue avec les insurgés. Cependant il a récemment commencé à revoir sa position en raison des défaites militaires et de l'instabilité politique dans la capitale. Au début de l'année 2020, à la suite de l'indignation provoquée par des massacres de civils et de soldats sans précédent, le président Ibrahim Boubacar Keïta s'est déclaré prêt à entamer le dialogue avec les insurgés. Le GSIM a répondu positivement à cet appel dans les semaines qui ont suivi. La junte qui a renversé le président Keïta lors d'un coup d'Etat quelques mois plus tard et nommé un Premier ministre issu de la société civile, Moctar Ouane, a fourni des détails relatifs à la poursuite du dialogue dans le plan d'action du gouvernement. Les auteurs du coup d'Etat ont certes évincé Ouane en mai 2021, mais son successeur doit encore composer avec une population déçue par l'approche purement militaire de la gestion de l'insurrection. Les partenaires étrangers perdent patience face à l'instabilité politique que connaît le Mali. La France, pour sa part, a annoncé qu'elle réduirait sa présence militaire au Sahel et transférerait la responsa-

bilité de la lutte contre les groupes jihadistes à la force Takuba, composée de forces spéciales européennes. Parallèlement, les responsables politiques maliens, les activistes et les chefs religieux ne parviennent toujours pas à s'entendre sur la façon de résoudre le conflit.

Rien ne permet d'affirmer que le dialogue aura lieu et, s'il avait lieu, il n'atténuerait pas immédiatement les souffrances de la population malienne. De nombreux responsables politiques, représentants de la société civile et chefs religieux émettent de sérieuses réserves. Ces préoccupations sont largement partagées, même parmi les responsables maliens qui ont contribué à créer les conditions du dialogue au cours de ces dernières années. Tout en montrant leur intérêt pour le dialogue, on peine à saisir les compromis que les chefs du GSIM seraient prêts à accepter. Le refus par la France de dialoguer avec les principaux chefs du GSIM, qu'elle accuse de porter « la responsabilité de la mort de milliers de civils et [...] celle de militaires sahéliens, européens et internationaux », constitue un autre enjeu. Enfin et surtout, ni le gouvernement malien ni les jihadistes n'ont défini les thématiques du dialogue, la façon de le conduire ou même le lieu de ces négociations potentielles. Pourtant, et alors qu'il devient évident que ce conflit n'a pas de solution militaire, le gouvernement pourrait au moins commencer à envisager le dialogue avec les insurgés comme une des portes de sortie de l'impasse actuelle.

Dans cette optique, le gouvernement malien et les jihadistes peuvent prendre des mesures visant à renforcer leur engagement vers des négociations de paix. Les autorités maliennes pourraient profiter de l'épuisement de la lutte contre l'insurrection et prendre les devants en encourageant la conclusion d'un accord politique. Quatre mesures concrètes rendraient l'option du dialogue plus réaliste :

- ❑ Le gouvernement malien et les jihadistes devraient œuvrer à surmonter les craintes que suscite le dialogue au sein de leurs rangs respectifs. Le gouvernement devrait entreprendre une navette diplomatique pour convaincre les plus sceptiques, en particulier la France, que le dialogue avec le GSIM mérite d'être envisagé étant donné les limites de la politique actuelle. Les autorités maliennes devraient rassurer les partenaires étrangers sur le fait qu'elles conditionneront tout accord avec le GSIM à l'engagement du groupe à s'abstenir d'attaquer les intérêts étrangers au Mali ou à utiliser les bases maliennes pour mener ses attaques à l'étranger. Le gouvernement devrait également s'assurer que les insurgés s'engagent, dans la mesure du possible, à dissuader les autres groupes insurgés de mener de telles attaques.
- ❑ Le gouvernement et les chefs du GSIM pourraient prouver leur détermination à mener ces pourparlers en nommant des équipes de négociation crédibles et inclusives. Ni le gouvernement malien ni le GSIM n'ont indiqué qui les représenterait à la table des négociations. Nommer des équipes de négociation permettrait d'envoyer un signal fort. Ces équipes pourraient définir les stratégies, établir le programme des pourparlers et mener ensuite les négociations.
- ❑ Avant de s'engager dans des négociations, Bamako devrait lancer un débat public sur le rôle de l'islam dans l'Etat et dans la société, ce qui contribuerait à esquisser les contours des concessions et compromis envisageables entre les autorités et le

GSIM. Les deux camps pourraient alors se servir des résultats de ce débat public pour définir leur position en amont des négociations.

- Le dialogue entre le gouvernement et les jihadistes rencontrera sans doute des obstacles qu'un médiateur pourrait aider à surmonter. Les deux parties devraient s'accorder sur la désignation d'un intermédiaire de confiance, idéalement un pays neutre ayant l'expérience de faciliter ce type de négociations, et qui pourrait jouer ce rôle.

L'option du dialogue mérite d'être explorée en dépit de nombreux obstacles. Le gouffre qui sépare les deux camps se creuse et la négociation d'un accord global peut sembler impossible. D'un point de vue politique, le seul fait de dialoguer avec les insurgés est peut-être difficile à concevoir au vu des objectifs affichés par le groupe et de ses liens avec al-Qaeda. Même si le GSIM a fait preuve de pragmatisme dans sa conduite de l'insurrection, on ne sait pas à quel point ce pragmatisme s'étendra aux compromis qu'il serait amené à faire en dehors du champ de bataille. De nombreux Maliens s'opposent à l'interprétation draconienne de l'islam prônée par le groupe. Toutefois, force est de constater que l'approche actuelle ne fonctionne pas : sans un changement de braquet, la population du pays restera otage de violents affrontements entre insurgés et forces de sécurité. Les étapes proposées, dont le coût ne sera pas nécessairement exorbitant, pourraient permettre de déterminer s'il est possible d'envisager une solution négociée. Au vu de l'instabilité croissante qui touche une grande partie du pays, ces mesures méritent d'être engagées.

Bamako/Dakar/Bruxelles, 10 décembre 2021

Mali : créer les conditions du dialogue avec la coalition jihadiste du GSIM

I. Introduction

La guerre au Mali est dans l'impasse. Enlisés dans un borbier dont pâtissent les deux parties – du moins tant que les partenaires étrangers du pays maintiendront une présence militaire – le gouvernement malien et les dirigeants de la coalition jihadiste Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) ont manifesté un intérêt prudent à entamer des négociations pour tenter de résoudre le conflit autrement que par la voie militaire. Après avoir rejeté l'idée des pourparlers durant des années, l'ancien président Ibrahim Boubacar Keïta (2013-2020) a changé de cap en février 2020 et affirmé que son gouvernement pourrait explorer la voie du dialogue avec les jihadistes.¹ Quelques semaines plus tard, le GSIM s'est déclaré favorable à cette décision, tout en conditionnant sa participation au retrait des troupes étrangères du pays.² A la suite de la destitution de Keïta lors d'un coup d'Etat en août 2020, le gouvernement de transition malien a envoyé des signaux ambivalents quant à l'avenir des pourparlers.³ Les autorités maliennes et les chefs jihadistes avaient précédemment refusé le dialogue par principe.⁴

La volonté apparente des parties à dialoguer est une étape positive, mais le soutien national et international aux négociations est loin d'être assuré. Les élites laïques maliennes, les *oulémas* (érudits musulmans) soufis et les groupes de défense des droits humains ont fait part de leurs craintes concernant des pourparlers avec les jihadistes, dont le projet d'avenir pour le Mali va à l'encontre de la constitution laïque du pays.⁵ La France, qui mène des opérations militaires de lutte contre le jihadisme mais qui prévoit de réduire de moitié le nombre de soldats déployés, refuse de négocier avec les dirigeants de GSIM.⁶ S'ils entamaient des négociations, le gouvernement malien et les chefs jihadistes pénétreraient en territoire inconnu, n'ayant pris aucune mesure préparatoire concrète. Les deux camps courent le risque de voir leurs alliés les abandonner. De plus, aucune des parties n'a établi la façon de mener les négociations, les thématiques à aborder ou, plus important encore, les compromis qu'elles consentiraient en vue de permettre un accord politique.

¹ « Exclusif : Le président malien confirme l'ouverture d'un dialogue avec les chefs djihadistes », France 24, 10 février 2020.

² « Au sujet des appels à la négociation », al-Zallaqa Media Foundation, 8 mars 2020 (arabe).

³ Marc Perelman et David Baché, « L'entretien : "Le dialogue avec les terroristes est une volonté des Maliens", assure le Premier ministre », France 24, 3 décembre 2020.

⁴ Le 21 août 2017, Hamadou Koufa, un chef du GSIM, a répondu à l'invitation à entamer des négociations de paix à Bamako en déclarant : « Quel dialogue ? Sur quoi allons-nous négocier lors de ce dialogue ? Dieu peut-il se négocier ? Dieu ne se négocie pas [...] Soit nous l'emportons et faisons prévaloir la volonté de Dieu, soit nous mourons ». Document audio en possession de Crisis Group.

⁵ Voir le rapport Afrique de Crisis Group N°276, Parler aux jihadistes au centre du Mali : le dialogue est-il possible ?, 28 mai 2019.

⁶ « Emmanuel Macron, confidences en Afrique », *Le Journal du Dimanche*, 30 mai 2021.

Ce rapport fait partie d'une série d'analyses sur les outils qui pourraient permettre d'endiguer la violence jihadiste dans les pays du Sahel central. Il s'appuie en particulier sur un rapport de 2019 qui évoque la possibilité d'un dialogue avec les insurgés du centre du Mali.⁷ Alors que le rapport précédent se concentrait sur la Katiba Macina, l'un des membres du GSIM, le présent rapport analyse les perspectives de dialogue entre le gouvernement malien et les principaux chefs maliens du GSIM. Le point de départ de ce rapport est le constat que responsables maliens et jihadistes souhaitent entamer le dialogue. L'objectif premier n'est donc pas de convaincre les deux parties de se lancer dans des négociations. Il ne vise pas non plus à fournir une feuille de route sur la manière de conduire ces pourparlers, car ces éléments n'interviennent que plus tard dans le processus. Il adopte une posture intermédiaire, qui consiste à faire passer les deux parties de la manifestation d'un intérêt à la création des conditions concrètes pour la tenue de négociations de paix.

Ce rapport se concentre uniquement sur le contexte malien et les scénarios d'un dialogue avec le GSIM et ne porte pas sur les autres insurgés. C'est au Mali que la présence du GSIM est la plus étendue et que les combats avec les forces du gouvernement sont les plus féroces. Des responsables maliens ont déjà publiquement reconnu qu'ils envisageaient un dialogue avec les chefs du GSIM. Bien que le GSIM soit actif au Niger et au Burkina Faso, ses objectifs dans ces pays sont plus flous qu'au Mali et les perspectives de dialogue avec ses dirigeants plus incertaines.⁸ Si le GSIM n'est pas le seul groupe jihadiste présent au Mali, jusqu'à présent les responsables maliens le considèrent comme l'unique interlocuteur possible parmi les insurgés. Le gouvernement exclut le deuxième plus grand groupe, l'Etat islamique au Grand Sahara (EIGS), car jusqu'à récemment ses dirigeants étaient étrangers (le chef Adnan Abou Walid al-Sahraoui a été tué lors d'une frappe aérienne française en août 2021) et ses stratégies

⁷ Voir le rapport de Crisis Group, *Parler aux jihadistes au centre du Mali : le dialogue est-il possible ?*, op. cit.

⁸ Alors que le GSIM a mené des attaques dans tout le Sahel, ses revendications concernent principalement le Mali. Le GSIM a qualifié ses attaques en dehors du Mali de représailles contre l'implication de pays étrangers dans les opérations de lutte contre le terrorisme. Voir la déclaration « Quinze morts et un énorme butin dans une attaque contre un avant-poste militaire du gouvernement de Bamako à Boni, et un message aux élites et au peuple français après les récentes fuites de la DGSE quelques jours avant le sommet de N'Djamena », al-Zallaqa Media Foundation, 12 février 2021 (arabe). Au Niger, la présence du GSIM, qui s'étend progressivement, est faible, et le dialogue avec cette faction n'est pas une priorité du gouvernement. Au Burkina Faso, la présence de grandes communautés chrétiennes et animistes ainsi que l'absence de burkinabè parmi les hauts chefs du GSIM restreint la marge de manœuvre du gouvernement à entamer le dialogue avec les jihadistes (même si les autorités ont montré qu'elles étaient ouvertes aux pourparlers avec les insurgés concernant des accords de cessez-le-feu locaux et temporaires). Le président Roch Marc Christian Kaboré a déclaré : « Nous ne négocierons pas avec ceux qui ont pour projet de démanteler le Burkina Faso et mettre à mal notre vivre-ensemble ». Sophie Douce, « Négocier avec les djihadistes ? Au Burkina Faso, une option de moins en moins taboue », *Le Monde*, 10 février 2021. Entretien de Crisis Group avec des responsables du gouvernement et des médiateurs participants aux négociations avec les jihadistes locaux, Ouagadougou, mars 2021. Voir également le prochain briefing de Crisis Group sur le dialogue local entre l'Etat et les jihadistes au Burkina Faso.

de combat particulièrement brutales.⁹ Les chefs de l'EIGS, de leur côté, n'ont manifesté aucun intérêt pour le dialogue.¹⁰

Ce rapport repose sur des dizaines d'entretiens avec des responsables maliens, des diplomates, et d'anciens ainsi que d'actuels membres du GSIM et de groupes affiliés, menés à Bamako, Kidal et Mopti (Mali) ; à Ouagadougou et Soum (Burkina Faso) ; et à Niamey (Niger) entre 2019 et 2021. Il s'appuie également sur des dizaines de textes et de déclarations audios du GSIM.

⁹ Le chef du GSIM, Iyad ag Ghali, est un touareg malien originaire de Kidal, tandis que le dirigeant de l'EIGS, Adnan Abou Walid al-Sahraoui, vient du Sahara occidental. Voir Ibrahim Yahaya Ibrahim et Jean-Hervé Jezequel, « La mort du chef de l'Etat islamique au Grand Sahara : une occasion de dialogue ? », commentaire de Crisis Group, 19 octobre 2021.

¹⁰ L'EIGS a refusé l'idée d'un dialogue et fustigé le GSIM pour son souhait d'entamer des pourparlers avec des « infidèles ». Dans un entretien publié après sa mort, Abou Walid dénonçait violemment al-Qaeda pour avoir dialogué avec les Etats de la région et critiquait vivement son engagement à ne pas attaquer l'Algérie et la Mauritanie. Voir « Interview with Sheikh Abu al-Walid al-Sahraoui – May Allah accept him », *al-Naba*, 14 octobre 2021.

II. Le GSIM : la montée d'une coalition jihadiste malienne

En mars 2017, quatre groupes jihadistes basés au Mali – Ansar Dine, la Katiba al-Furqan (la branche sahélienne d'al-Qaeda au Maghreb islamique, ou AQMI), la Katiba Macina et la Katiba al-Mourabitoun – se sont rassemblés pour former la coalition du GSIM.¹¹ Trois de ces groupes ont des origines qui remontent au soulèvement de 2012 dans le nord du Mali, tandis que la Katiba al-Furqan avait émergé plus tôt dans les années 2000.¹² Affiliés au réseau d'al-Qaeda, ces groupes se distinguent des autres insurgés qui ont prêté allégeance à l'Etat islamique en Iraq et en Syrie.¹³ Le GSIM est depuis devenu la plus grande force jihadiste dans le Sahel central.¹⁴

A. Une coalition jihadiste

Les quatre *katibas* (« bataillons » en arabe) qui agissent sous la bannière du GSIM disposaient déjà de bastions dans le nord et le centre du Mali : Ansar Dine dans le nord et l'est de Kidal, la Katiba Macina dans les régions de Mopti et Ségou, la Katiba al-Furqan dans le nord et l'ouest de Tombouctou et la Katiba al-Mourabitoun au sud-est de Tombouctou et au nord de Gao. Depuis 2017, le GSIM a renforcé son influence dans ces régions, s'est étendu au Burkina Faso voisin et a cherché à s'installer dans certaines zones du sud et de l'ouest du Mali ainsi que dans l'ouest du Niger. De plus, la coalition a fomenté des attaques dans le nord de la Côte d'Ivoire et du Bénin, démontrant son intention de s'implanter dans les pays du golfe de Guinée.¹⁵

Iyad ag Ghali (né en 1954), ancien dirigeant de la rébellion touareg, devenu jihadiste, dirige cette coalition.¹⁶ Stratège militaire et habile négociateur lors des pré-

¹¹ Dans sa déclaration de fusion, Iyad ag Ghali n'a mentionné que trois bataillons ou *katibas*, en excluant la Katiba Macina, qu'il a peut-être considérée comme faisant partie de Ansar Dine. Des rumeurs de restructuration de la coalition ont circulé. Selon celles-ci, la branche burkinabè du GSIM, Ansarul Islam, liée à la Katiba Macina ou éventuellement sous sa tutelle, serait à présent une *katiba*. Entretien de Crisis Group avec un médiateur en contact étroit avec des chefs du GSIM, Bamako, novembre 2020.

¹² La Katiba al-Furqan est l'une des branches d'AQMI au Sahara. Djamel Okacha (connu sous le nom de Yahya Abou el-Hammam) l'a fondée en 2007 et a été à sa tête jusqu'à sa mort en 2019. La Katiba opère principalement dans la région de Tombouctou. Pour plus d'informations concernant la Katiba al-Furqan, voir Mohammed Abou al-Ma'ali, « Rivalité entre al-Qaeda et l'EIGS », Al Jazeera Center for Studies, 2017 (arabe).

¹³ En 2015, la Katiba al-Mourabitoun s'est scindée en deux. Une faction est restée fidèle à al-Qaeda puis a fusionné avec d'autres groupes pour former le GSIM, tandis que l'autre (dirigée par Adnan Abou Walid al-Sahraoui, qui a été tué par une frappe de drone le 17 août 2021) a prêté allégeance au dirigeant de l'Etat islamique en Syrie et en Iraq (EI) de l'époque, Abou Bakr al-Baghdadi. En octobre 2016, l'EI a officiellement reconnu l'EIGS. Voir Ibrahim et Jezequel, « La mort du chef de l'Etat islamique au Grand Sahara : une occasion de dialogue ? », op. cit.

¹⁴ Depuis mars 2017, année de la formation du GSIM, les attaques du groupe ont causé la mort de plus de 2 054 personnes au Mali, ce qui représente près d'un quart des décès en relation avec des conflits dans le pays (9 119 au total). Armed Conflict & Event Data Project (ACLED), novembre 2021.

¹⁵ Briefing Afrique de Crisis Group N°149, *L'Afrique de l'Ouest face au risque de contagion jihadiste*, 20 décembre 2019.

¹⁶ Les premiers contacts entre ag Ghali et les jihadistes au Mali remontent à 2003, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat, un mouvement algérien, a établi des bases dans le nord du pays. Il

cédents pour parler avec le gouvernement malien, ag Ghali a bâti sa réputation parmi les Touareg du nord du pays et au-delà, ce qui lui a permis d'asseoir son autorité au sein du GSIM.¹⁷ Son autorité semble incontestée et s'est plutôt trouvée renforcée récemment, notamment par les victoires qu'il a remportées.¹⁸ La mort de plusieurs hauts commandants et rivaux potentiels au sein de la coalition contribue également à asseoir cette autorité.¹⁹ Sous ses ordres, les différentes *katibas* ont renforcé leur coordination et amélioré la communication, ce qui a contribué à étendre leur pouvoir. Le quartier général d'ag Ghali serait situé dans sa région natale de Kidal, près de la frontière algérienne.²⁰

La structure de gouvernance décentralisée du GSIM offre aux *katibas* une grande liberté pour mener leurs propres opérations. Les commandants des *katibas* jouissent donc également d'une influence considérable. Parmi les autres personnalités importantes de la coalition figurent Hamadoun Koufa, chef de la Katiba Macina ; Abderrahmane Talha (connu sous le nom de Talha al-Libi), chef de la Katiba al-Furqan ; et Sedane ag Hitta, un commandant d'Ansar Dine.²¹ Tous ces dirigeants sont maliens et opèrent principalement depuis le Mali, à l'exception d'al-Libi, qui malgré son nom est décrit par les observateurs comme originaire de Mauritanie, bien que sa mère pourrait être malienne.²² Parmi les jihadistes étrangers qui ont eu des responsabilités importantes au sein du GSIM, on compte l'Algérien Djamel Okacha (alias Yahya Abou el-Hammam) et le Marocain Ali Maychou (connu sous le nom de Abderrahmane al-Sanhadji) qui a

a servi de médiateur à de nombreuses reprises dans des négociations pour la libération des otages et a officiellement rejoint le mouvement jihadiste en 2009. Voir « Une rencontre avec l'éminent Iyad ag Ghali », *Al-Masra*, 3 avril 2017 (arabe).

¹⁷ Pour une biographie détaillée d'Iyad ag Ghali, voir Alex Thurston, *Jihadists of North Africa and the Sahel* (Cambridge, 2020), p. 106-118.

¹⁸ En octobre 2020, le gouvernement malien a libéré plus de 200 jihadistes présumés en échange de quatre otages, dont le dirigeant de l'opposition Soumaïla Cissé, après des négociations avec le GSIM. Cet échange de prisonniers savamment négocié a scellé la réputation d'ag Ghali. De nombreux poèmes ont été composés en son honneur en tamasheq, la langue parlée par les Touareg du nord du Mali. Entretiens de Crisis Group avec des habitants, Kidal, janvier 2021.

¹⁹ Les hauts dirigeants qui sont décédés depuis la formation du GSIM comptent Djamel Okacha (connu sous le nom de Yahya Abou el-Hammam), ancien bras droit du GSIM, chef de la Katiba al-Furqan et commandant d'AQMI ; Abdelmalek Droukdel, chef régional d'AQMI ; Bah ag Moussa, chef militaire du GSIM ; et Mohamed Ould Nouini, chef de la Katiba al-Mourabitoun.

²⁰ Tandis que l'Algérie lutte contre ses propres jihadistes, en particulier ceux d'AQMI, de nombreux observateurs spéculent sur son rôle dans le conflit malien et soupçonnent Alger d'offrir l'asile aux chefs du GSIM. De nombreux membres influents du GSIM rendraient régulièrement visite à leurs familles dans des villes algériennes, comme à Tin Zaouatine, Timiaouine et Borj Badji Mokhtar. L'épouse d'ag Ghali vivrait à Tin Zaouatine. Entretien WhatsApp de Crisis Group, combattant qui s'est battu aux côtés du GSIM, mai 2021.

²¹ Sedane Ag Hitta a servi dans l'armée malienne avant de désertir en 2006 pour rejoindre la rébellion touareg dans le nord, où il est devenu un proche collaborateur d'ag Ghali. Après ag Ghali, Sedane est le deuxième commandant le plus influent à Kidal. Il est tenu responsable de l'assassinat de deux journalistes français dans la région en 2014. Ag Ghali l'a nommé pour représenter le GSIM lors de l'échange de prisonniers avec le gouvernement malien en octobre 2020. Pour en savoir plus sur ag Hitta, voir « Assassinat de G. Dupont et C. Verlon : Sedane Ag Hitta, l'ascension du présumé commanditaire », RFI, 12 novembre 2020.

²² Pour en savoir plus sur Talha al-Libi, voir al-Ma'ali, « Rivalité entre al-Qaeda et l'EIGS », op. cit.

servi en tant que *qadi* (« juge » en arabe) en chef de la coalition. Des frappes aériennes françaises ont tué les deux hommes en 2019.²³

Bien que le GSIM ait prêté allégeance à AQMI, basé en Algérie, aux Taliban et au commandement général d'al-Qaeda, on ignore si le groupe est soumis à la tutelle de réseaux étrangers.²⁴ Il ne fait aucun doute qu'AQMI exerce une influence considérable sur le GSIM.²⁵ Le commandant d'AQMI, Abou Obeida Youssef al-Annabi, décrit le GSIM comme une « partie intégrante » d'AQMI, qui est lui-même une « partie intégrante d'al-Qaeda ».²⁶ La Katiba al-Furqan est considérée comme une branche d'AQMI et compte de nombreux étrangers dans ses rangs, dont certains combattants algériens et mauritaniens.²⁷ AQMI est à l'origine du jihadisme dans le nord du Mali. Il a servi d'incubateur pour certains des premiers dirigeants jihadistes du Sahel. Ag Ghali s'est par exemple converti au jihadisme sous l'influence des commandants d'AQMI.²⁸ Pourtant, dès le début de l'insurrection, les jihadistes sahéliens semblaient avoir formé leurs propres *katibas* contre la volonté d'AQMI et du commandement général d'al-Qaeda, qui leur avaient demandé de ne pas déclarer la guerre aux Etats sahéliens.²⁹ Cela laisse à penser que ces jihadistes sahéliens pourraient prendre des libertés vis-à-vis d'AQMI et d'al-Qaeda.

B. La stratégie du GSIM

Dans ses déclarations, le GSIM a affirmé qu'il poursuivait deux objectifs principaux : le retrait des forces étrangères et l'établissement d'un régime islamique, au Mali tout d'abord, voire dans tout le Sahel.³⁰ D'après ce que la rhétorique du groupe laisse

²³ Pour en savoir plus sur la mort d'Yahya Abou El-Hammam, voir Caleb Weiss, « French military claims senior JNIM leader killed », *Long War Journal*, 22 février 2019. Sur la mort d'Ali Maychou, voir « Mali : qui était Ali Maychou, jihadiste tué par les forces françaises au Sahel ? », RFI, 6 novembre 2019.

²⁴ Dans la vidéo annonçant la fusion, ag Ghali a prêté allégeance à Abdelmalek Droukdel (mort en 2020), le chef d'AQMI, ainsi qu'au chef du commandement général d'al-Qaeda Ayman al-Zawahiri et au chef des Taliban Hibatullah Akhundzada. « Déclaration du cheikh Abou al'Fadl, que Dieu le bénisse », al-Zallaqa Media Foundation, 2 mars 2017.

²⁵ Droukdel, le fondateur d'AQMI, s'est souvent rendu dans le nord du Mali pour rendre visite aux chefs du GSIM et a envoyé de nombreux courriers aux jihadistes maliens pour les conseiller sur leurs opérations. Il est mort lors d'une attaque aérienne des forces françaises en 2020. Son successeur, Abou Obeida Youssef al-Annabi, semble suivre son exemple, bien qu'il n'est pas certain qu'il dispose de la même autorité que Droukdel. Al-Annabi a voyagé dans le nord de Kidal pour rendre visite aux chefs du GSIM quelques semaines seulement après sa nomination. Entretiens de Crisis Group, sources de la région de Kidal, Niamey et Kidal, février et avril 2021.

²⁶ Selon al-Annabi, le commandement général d'al-Qaeda décide de la stratégie générale des jihadistes mais laisse la partie tactique aux branches. Voir « Interview of Sheikh Abou Obeida Youssef al-Annabi with Journalist Wassim Nasr », al-Andalus Foundation, 30 mai 2019.

²⁷ al-Ma'ali, « Rivalité entre al-Qaeda et l'EIGS », op. cit., p. 173-186.

²⁸ Voir « Une rencontre avec l'éminent Iyad ag Ghali », op. cit.

²⁹ Pour plus d'informations sur les relations entre le commandement général d'al-Qaeda, AQMI et les jihadistes sahéliens dans les années 2000 et 2010, voir Vidar B. Skretting, « Al-Qaida in the Islamic Maghrib's Expansion in the Sahara: New Insights from Primary Sources », *Studies in Conflict & Terrorism*, 24 septembre 2020.

³⁰ Dans un entretien, ag Ghali a déclaré : « Notre objectif est de mobiliser le peuple, [...] d'effacer les injustices, de lutter contre l'occupant français et ses alliés et collaborateurs qui sont sur notre terre,

penser, l'instauration d'un régime islamique consisterait à réformer le système politique malien et les pratiques sociales pour qu'ils reflètent une interprétation particulièrement stricte de la loi islamique, ou Charia. La coalition ne reconnaît pas la constitution du pays, qu'elle qualifie de non-conforme à l'islam, tout comme le principe de laïcité consacré par la constitution malienne, qu'elle juge illégitime. Le GSIM taxe la démocratie électorale de régime de l'ignorance (*hukm al-jahiliyya*) par opposition au régime de Dieu (*hukm Allah*).³¹ Comme mentionné plus haut, les insurgés imaginent une société au sein de laquelle la population respecte un code de conduite qui restreint les choix en matière d'habillement, de loisirs et d'éducation et limite les interactions entre hommes et femmes, notamment. Toutefois, alors que la rhétorique du GSIM laisse entrevoir une stricte adhésion à l'idéologie jihadiste mondiale, le groupe a fait preuve de pragmatisme dans l'application des règles qu'il préconise dans ses communications officielles.

Pour atteindre ses objectifs, le GSIM s'appuie sur quatre mesures : étendre le plus possible son emprise territoriale ; épuiser les forces armées et de sécurité par des attaques continues ; gagner le soutien du peuple ; et enfin, adopter le principe de la guérilla tout en ayant également recours aux tactiques militaires classiques lorsque cela est possible.³²

Afin d'asseoir leur autorité, les insurgés ont fait usage à la fois de la persuasion et de la coercition. Le GSIM fait de nombreuses déclarations pour proclamer la vertu du projet jihadiste. Al-Zallaqa Media Foundation, l'organe de presse dédié du groupe, publie régulièrement ces déclarations ainsi que des vidéos et des enregistrements de discours prononcés pour revendiquer des attaques ou à des fins de propagande. Cependant, les jihadistes recherchent également le compromis avec les habitants des zones qu'ils contrôlent, en maintenant les structures traditionnelles de pouvoir et en permettant aux responsables locaux de gérer les affaires courantes, suivant les conditions imposées par les insurgés.³³

Pourtant, les jihadistes ont souvent recours aux punitions collectives ou individuelles envers les plus revêches. Pour imposer leur volonté, ils ont assiégé des villages qui abritaient des bases militaires, empêchant les habitants et les marchandises d'y

profanent notre religion, [...] et pillent nos richesses [...] jusqu'à ce qu'ils quittent le pays [...] et que nous appliquions la justice et la loi, et gouvernions notre terre selon la loi de Dieu ». Voir « Une rencontre avec l'éminent Iyad ag Ghali » op. cit.

³¹ Abderrahmane al-Sanhadji (mort en 2019), juriste du GSIM, expliquait le rejet de la démocratie par la coalition : « La souveraineté, l'autorité absolue et la loi appartiennent à la majorité, et non pas à Dieu qui règne sur le monde ! La démocratie soumet les commandements divins et tout puissants au débat avec les esprits pauvres du peuple. [...] C'est très clair, il n'y a pas d'autre loi que celle de Dieu. Il n'y a pas de souveraineté autrement que par la Charia. « Au sujet des élections », al-Zallaqa Media Foundation, 16 février 2018 (arabe).

³² Un mois seulement après son lancement par le GSIM, ag Ghali a résumé la politique militaire de son mouvement. « Une rencontre avec l'éminent Iyad ag Ghali », op. cit.

³³ Rapport de Crisis Group, *Parler aux jihadistes au centre du Mali : le dialogue est-il possible ?*, op. cit. La décision du GSIM de maintenir les hiérarchies locales a renforcé son influence dans certaines régions. Certains habitants considèrent le GSIM dans le nord du Mali comme « le jihad des nobles ». L'appartenance d'ag Ghali à la noblesse touareg a certainement contribué à cette perception. Entretien de Crisis Group avec un sympathisant du GSIM qui soutient la coalition notamment pour cette raison, Kidal, novembre 2019.

circuler et interdisant l'accès aux champs.³⁴ Les combattants de la Katiba Macina ont, par exemple, imposé un blocus à plusieurs villages pendant six mois, comme à Farabougou, dans la région de Ségou (centre-sud), entre octobre 2020 et mars 2021.

Dans certaines des régions sous leur contrôle, les insurgés du GSIM s'efforcent souvent de fournir des services aux habitants locaux, tels que la justice à travers des tribunaux islamiques, la protection contre la criminalité, ou encore une régulation des prix et un contrôle de la qualité des produits sur les marchés ruraux.³⁵ Les jihadistes ont pris des mesures visant à protéger les ressources naturelles et ont parfois empêché des villageois d'abattre des arbres.³⁶ Ils ont également permis aux ONG humanitaires de fournir des services médicaux et vétérinaires, de l'eau potable et de la nourriture.³⁷ Parallèlement, ils ont fermé des centaines d'écoles publiques, qu'ils considèrent comme contraire à la Charia, notamment en raison de la mixité dans les classes et de l'absence d'instruction islamique.³⁸ En lieu et place, ils ont encouragé les habitants à inscrire les enfants dans des écoles coraniques.³⁹

Le GSIM collecte également la *zakat*, l'aumône que l'islam exige des musulmans riches.⁴⁰ Les insurgés utilisent une partie de cet argent pour financer leurs activités et, dans certains cas, redistribuent l'autre partie aux nécessiteux.⁴¹ Si la *zakat* représente un fardeau financier pour ceux qui sont taxés, en principe en fonction de leurs revenus, la redistribution des richesses est l'un des aspects de la gouvernance jihadiste que les plus pauvres apprécient particulièrement.⁴²

³⁴ La Katiba Macina a imposé ces blocages à plusieurs reprises dans des villages qu'elle considérait comme faisant montre de résistance à leur régime et de collaboration avec le gouvernement malien. Rapport de Crisis Group, *Parler aux jihadistes au centre du Mali le dialogue est-il possible ?*, op. cit.

³⁵ Entretiens de Crisis Group avec des habitants de zones contrôlées par le GSIM au Mali et au Burkina Faso, Bamako, novembre 2020 ; Ouagadougou, mars 2021 ; et par WhatsApp, avril-mai 2021.

³⁶ Entretiens de Crisis Group, habitants, Mopti, mai 2021 ; et par WhatsApp, avril 2021.

³⁷ De nombreuses organisations humanitaires travaillent dans des zones contrôlées par le GSIM. Les insurgés permettent au personnel humanitaire d'entrer sur ces territoires selon certaines conditions ; les hommes et les femmes ne doivent pas se trouver dans le même véhicule. Entretiens de Crisis Group, personnel humanitaire dans les zones contrôlées par le GSIM, Mopti et Bamako, janvier 2019 et décembre 2020. Houka ag Alhousseini, le juge islamique qui serait proche des jihadistes de Tombouctou, a publié une lettre le 14 mars 2018 demandant aux insurgés de faciliter le travail des organisations humanitaires. Document en possession de Crisis Group.

³⁸ Depuis février 2021, un total de 1 353 écoles ont fermé au Mali, principalement dans les bastions du GSIM à Mopti, Tombouctou et Kidal. La plupart des écoles ont fermé sur ordre des insurgés mais certaines en raison de l'insécurité. Pour plus de détails, voir « Réunion mensuelle, cluster éducation », Cluster Education Mali, 17 mars 2021.

³⁹ Le GSIM maintient l'activité opérationnelle des centres de soins mais fait fermer les services du gouvernement, y compris les écoles et les tribunaux. Entretien de Crisis Group, habitants, Macina, Sévaré et Bamako, janvier 2019 et novembre 2020.

⁴⁰ La *zakat* est le troisième pilier de l'islam. Les personnes les plus aisées sont censées s'acquitter d'une petite somme qui devrait être distribuée à huit bénéficiaires, dont les gens dans le besoin et ceux qui gèrent cette aumône. Certains insurgés se servent de cet impôt pour financer leurs propres activités, affirmant qu'ils œuvrent « pour la cause divine ». Entretiens de Crisis Group, *oulémas* qui ont remis en question les arguments des jihadistes justifiant la *zakat*, Sévaré, janvier 2019 ; Bamako, novembre 2020.

⁴¹ Entretiens de Crisis Group, avec des habitants du nord et du centre du Mali qui vivent sous domination des jihadistes, Bamako, novembre-décembre 2020.

⁴² Entretien de Crisis Group, contributeur de la *zakat*, Mopti, janvier 2019.

C. L'établissement de la Charia : entre pragmatisme et idéologie

L'aspect, souvent controversé, de la gouvernance du GSIM qui marque le plus les esprits est l'application stricte de la Charia. Dans les régions placées sous leur contrôle, la vie sociale est régie par une interprétation stricte de l'islam et le comportement de la population a été bouleversé en profondeur par les règles ultra-conservatrices du groupe.⁴³ Le code vestimentaire et l'interdiction de la mixité (à l'exception des couples mariés et des frères et sœurs) dans les transports tels que les taxis, les bateaux ou les charrettes tractées par des ânes sont contraignantes, en particulier pour les femmes qui peinent, de ce fait, à travailler la terre, à voyager et à vendre leurs produits sur les marchés ruraux.⁴⁴ Dans le centre du Mali, la propension des jihadistes à fouetter les femmes qui ne portent pas le hijab ou le niqab provoque l'ire des villageois.⁴⁵

Cependant, l'application de la Charia par les jihadistes varie, car ils s'appuient sur un système alternatif de gouvernance qui maintient souvent les hiérarchies locales.⁴⁶ Le GSIM reste rarement dans les villages qu'il contrôle et choisit plutôt d'établir une base ou *markaz* (« centre » ou « camp » en arabe) dans une zone reculée et de laisser les notables locaux gérer les affaires courantes, suivant les règles imposées.⁴⁷ Cette décentralisation a permis une certaine souplesse dans l'application des règles du GSIM.⁴⁸ Par exemple, les habitants de plusieurs zones contrôlées par le groupe ont pu voter lors du scrutin de 2018, malgré le refus du GSIM de reconnaître la démocratie électorale.⁴⁹ Ceci étant, les insurgés du GSIM ont également assassiné ou persécuté des figures locales qui n'ont pas voulu se soumettre.⁵⁰

Bien souvent, les insurgés sont conscients qu'en imposant la Charia par la force, ils risquent d'attiser les tensions avec les communautés locales, qui sont majoritairement d'obédience musulmane mais n'adhèrent pas à l'interprétation que le GSIM fait de l'islam. Cela explique peut-être pourquoi le groupe n'a pas appliqué les dispo-

⁴³ Le virage vers des modes de vie plus conservateurs dans les sociétés avait cependant commencé avant le soulèvement des jihadistes. Voir Ibrahim Yahaya Ibrahim, « Islam et Politique au Sahel », *Politique Étrangère*, vol. 86, no. 4 (décembre 2021).

⁴⁴ Les femmes doivent couvrir leur corps de la tête aux pieds et les hommes sont tenus de porter des pantalons qui ne descendent pas en-dessous des chevilles. Entretiens de Crisis Group, habitants des zones occupées par le GSIM au nord et au centre du Mali et au nord du Burkina Faso, Mopti, janvier 2019 ; Bamako, novembre 2020 ; et Ouagadougou, mars 2021.

⁴⁵ Selon une source de Ténenkou, les hommes se mettent en colère lorsque les jihadistes fouettent les femmes ne portant pas le hijab. Entretien WhatsApp de Crisis Group, Mopti, avril 2021.

⁴⁶ Entretien de Crisis Group avec des habitants du centre du Mali, Mopti, janvier 2019 ; Bamako, novembre 2020.

⁴⁷ Entretiens de Crisis Group avec des habitants des bastions du GSIM, dont Kidal, Mopti et Soum, Mopti, janvier 2019 ; Kidal, décembre 2019 ; et Ouagadougou, mars 2021.

⁴⁸ Dans la région de Macina, les jihadistes ont imposé un code vestimentaire particulièrement strict pour les femmes en les obligeant à porter un habit noir appelé *boumbassi*, dont ils assurent eux-mêmes la vente. La police religieuse punit les femmes qui ne portent pas cet habit par des dizaines de coups de fouet. Entretien WhatsApp de Crisis Group avec des habitants de Mopti, avril 2021.

⁴⁹ Les habitants de plusieurs zones contrôlées par le GSIM ont pu voter lors des élections présidentielles et législatives de 2018. Comme cela a été le cas dans la commune de Nampala à Ségou, et Dogo à Mopti. A Dogo, les habitants ont voté pour un maire apparemment proche des dirigeants locaux de la Katiba Macina. Entretiens de Crisis Group avec des candidats aux élections à Ségou et Mopti, Bamako, août-septembre 2019 et novembre 2020.

⁵⁰ Ibid.

sitions les plus dures du code pénal islamique tel qu'interprété par les jihadistes, notamment la lapidation en cas d'adultère ou l'amputation des mains en cas de vol.⁵¹ La coalition a également montré qu'elle savait faire des compromis. Dans la région de Kidal, des plaintes portant sur les abus de la *hisba*, ou police des mœurs, ont convaincu les dirigeants locaux qu'un assouplissement était nécessaire.⁵² Le GSIM l'a justifié en affirmant que les populations locales n'étaient pas prêtes à accepter tous les châtiments de la loi islamique.⁵³ De nombreux idéologues, y compris ag Ghali, ont plaidé en faveur d'un moratoire sur l'application de certains aspects des règles du GSIM, invoquant le manque de maturité religieuse des sociétés musulmanes.⁵⁴

La capacité d'adaptation à la culture locale a permis au GSIM de renforcer son emprise. Depuis la fin de l'année 2019, par exemple, le groupe a commencé à impliquer de plus en plus les communautés dans les affaires courantes.⁵⁵ Dans plusieurs zones du nord de Kidal et du centre du Mali, les insurgés du GSIM ont autorisé les villageois à désigner leurs propres juges parmi les responsables religieux locaux, qui pourraient s'appuyer sur la jurisprudence bien connue dans la région.⁵⁶ Les restrictions se sont progressivement assouplies, notamment dans le cas des écoles. Certains *qadis* locaux ont donné l'autorisation aux écoles non coraniques de rouvrir sous certaines condi-

⁵¹ Aucune lapidation et aucune amputation des mains n'a été rapportée dans les territoires contrôlés par le GSIM depuis 2017.

⁵² A Amassine, un village au sud de Kidal, les habitants se sont plaints de mauvais traitements de la part de la police des mœurs. La direction du GSIM a aussitôt demandé que ce type de pratiques cesse. Entretien de Crisis Group avec un membre de groupe armé, Kidal, décembre 2019.

⁵³ Lors de l'occupation en 2012, ag Ghali s'est rendu dans les zones détenues par les jihadistes pour défendre le moratoire sur les châtiments sévères imposés par le Coran (*hudud* en arabe) et pour impliquer les *qadis* locaux dans l'application des règles. Entretien de Crisis Group, ancien insurgé de Ansar Dine, Bamako, novembre 2020. De plus, en 2012, des dirigeants d'autres branches d'al-Qaeda, dont Abdelmalek Droukdel (mort en 2020) et Nasser al-Washihi (mort en 2015), respectivement chefs d'AQMI et d'al-Qaeda dans la péninsule arabique (AQPA), ont conseillé aux chefs jihadistes maliens de repousser l'application des châtiments islamiques jusqu'à ce qu'ils gagnent les cœurs et les esprits des populations locales. Voir « First letter from Abu Basir to emir of al-Qaeda in the Islamic Maghreb », Associated Press, 21 mai 2012.

⁵⁴ Le GSIM a par exemple publié un document déclarant : « Le Mal doit être puni de façon à ne pas nous écarter du devoir le plus important de notre époque qui est d'éloigner l'ennemi. Le Mal devrait être interdit d'une manière qui n'engendre pas un Mal plus grand. Et le Mal doit être puni selon les prescriptions divines et en tenant compte des conditions du jihad, des capacités et de la responsabilité, entre autres ». Voir « Réponses aux accusations selon lesquelles vous n'interdisez pas le mal », al-Zallaqa Media Foundation, janvier 2020.

⁵⁵ En janvier, lors d'une réunion de la communauté Ifoghas à Tin-Essako près de Kidal, les chefs communautaires locaux ont exigé qu'Ansar Dine permette la nomination de leur propre *qadi*, car ils refusaient que des étrangers les contrôlent. Ils ont aussitôt désigné deux *qadis* avec l'accord des insurgés. Une autre communauté a négocié un accord similaire avec Ansar Dine à Kidal. Entretien de Crisis Group avec un habitant de Kidal, Niamey, février 2021.

⁵⁶ Le changement a été considérable. Auparavant, les insurgés exigeaient que la population s'adresse aux tribunaux au sein des *markaz*, et les juges étrangers appliquaient une jurisprudence souvent inconnue des communautés locales. Toutefois, dans d'autres régions du centre du Mali, les insurgés ont nommé des *qadis* uniquement après leur avoir dispensé une formation sur les interprétations de la Charia privilégiées par le GSIM. Entretiens de Crisis Group, habitants de territoires contrôlés par le GSIM au Mali et au Burkina Faso, Mopti, janvier 2019 ; Kidal, décembre 2019 ; Bamako, novembre 2020 ; et Ouagadougou, mars 2021.

tions.⁵⁷ Mais la collaboration entre les jihadistes et les *qadis* locaux est souvent source de tension.⁵⁸

⁵⁷ A Zouéra, un village du cercle de Goundam à Tombouctou, le conseil présidé par Houka ag Al-Housseini (qui était le *qadi* en chef de Tombouctou lors de l'insurrection en 2012) a lancé une *fatwa* permettant aux écoles d'ouvrir à nouveau sous certaines conditions, notamment la séparation des filles et des garçons et l'ajout de cours de religion islamique. Document en possession de Crisis Group. Des dizaines d'écoles de Kidal ont pu ouvrir de nouveau depuis fin 2019.

⁵⁸ Les *hisbas* se réfèrent rarement aux *qadis* pour imposer le code moral. Elles s'inspirent plutôt de la jurisprudence des jihadistes. En collaborant avec les jihadistes, les *oulémas* locaux s'attirent les foudres des responsables du gouvernement et des forces de défense et de sécurité. Certains *qadis* se cachent lorsque les forces de sécurité arrivent dans le village. Entretiens WhatsApp de Crisis Group avec des *oulémas* de Mopti, avril-mai 2021.

III. Des initiatives locales de dialogue

Le dialogue est devenu une option viable tandis que le conflit se dirige vers l'impasse, même si le GSIM est parvenu à consolider son emprise sur certaines régions rurales. Alors que les deux camps hésitent à se lancer dans des pourparlers de haut niveau, ils envisagent le dialogue à l'échelle locale pour endiguer la violence et construire la paix par le bas.⁵⁹

A. Une impasse dommageable pour tous

Le conflit entre l'Etat malien et le GSIM se trouve dans une impasse et aucune des parties ne semble en mesure de remporter une victoire militaire. Bamako peine à contenir l'insurrection malgré les efforts des troupes maliennes, des forces conjointes du G5 Sahel, de l'opération française Barkhane et plus récemment des forces spéciales européennes Takuba. La Minusma, la mission de stabilisation des Nations unies, bien qu'elle ne soit pas une force de lutte contre le terrorisme, a régulièrement affronté les combattants du GSIM.⁶⁰

Les opérations militaires ont obtenu des résultats mitigés. Les lourdes pertes infligées au GSIM sont réelles, mais elles n'ont pas permis de mettre la coalition en déroute ou de sécuriser les zones reprises aux insurgés. Alors que l'armée se concentre sur le contrôle des grandes villes, les jihadistes battent souvent en retraite dans le désert ou les montagnes d'où ils poursuivent leurs attaques ponctuelles. Un diplomate français a déclaré que les opérations de lutte contre le terrorisme dans le Sahel revenaient à « tondre la pelouse pour la voir aussitôt repousser ».⁶¹

Qui plus est, la France, force motrice des efforts militaires étrangers au Sahel, montre des signes de fatigue. Alors que la population française n'accordait plus pleinement son soutien à cet effort militaire, le président Emmanuel Macron a annoncé, en juin 2021, la fermeture de trois bases militaires au Mali et la réduction des effectifs de soldats déployés dans la région (à 2 500 voire 3 000), dans le cadre d'une réorganisation de la présence militaire française (voir Section IV.C).⁶² En novembre 2021, les soldats français s'étaient retirés de Kidal et Tessalit, deux bases militaires reculées au nord, à proximité de la frontière algérienne.⁶³

Du côté des insurgés, malgré l'expansion progressive du GSIM, la coalition a perdu de nombreux combattants et plusieurs commandants chevronnés. En dépit de ses attaques continues, le GSIM n'est parvenu à contrôler que quelques districts (ou « cercles ») dans le nord et le centre du Mali, et occupe principalement des régions rurales en dehors des grandes villes (voir la cartographie de la présence du GSIM au

⁵⁹ Pour aller plus loin, voir Ferdaous Bouhleb, « (Ne pas) dialoguer avec les groupes "jihadistes" au Mali ? », Berghof Foundation, mai 2020.

⁶⁰ La Minusma est officiellement une force de stabilisation mais certains de ses postes sont situés dans des bastions du GSIM et sont la cible des insurgés.

⁶¹ Entretien de Crisis Group, Bamako, novembre 2020.

⁶² Le soutien populaire à l'engagement français au Mali a chuté de 59 pour cent en décembre 2019 à 49 pour cent en janvier 2021. « Sahel : la moitié des Français opposés à la présence française au Sahel », *Le Point*, 11 janvier 2021.

⁶³ Voir « Opération Barkhane : une deuxième base militaire française transférée aux maliens », AFP, 16 novembre 2021.

Mali en annexe A).⁶⁴ Trois des cinq dirigeants qui ont formé la coalition en 2017 sont morts, pour la plupart d'entre eux lors de frappes aériennes françaises, tandis qu'Hamadou Koufa a échappé de peu à un bombardement en novembre 2018.⁶⁵ Malgré cette progression, il est peu probable que le GSIM l'emporte sur ses ennemis et contraigne les forces étrangères au retrait dans un avenir proche. Tandis que les puissances étrangères et occidentales continuent d'investir massivement pour maintenir la sécurité dans la région, en dynamisant les forces spéciales européennes ou en déployant des drones, le conflit malien s'apparente aujourd'hui à une guerre d'usure.

De plus, le GSIM doit à présent faire face à plusieurs groupes armés qui cherchent à le déloger, y compris dans ses bastions. Les stratégies de recrutement des jihadistes ont attisé les tensions entre les communautés, qui ont à leur tour poussé des milliers de villageois à s'organiser en groupes d'autodéfense.⁶⁶ Dans la majorité des cercles où opèrent les branches du GSIM, les forces de sécurité et les groupes armés non étatiques qui se battent pour des motivations différentes (y compris les séparatistes, les loyalistes, les bandits et les milices ethniques) remettent en cause le contrôle territorial des insurgés.⁶⁷ Au cours de cette période, le nombre de décès parmi la population civile a atteint des sommets. Depuis le début du conflit en 2012, plus de 11 000 personnes sont décédées, dont plus de 6 000 pour les deux dernières années uniquement.⁶⁸

Les violences croissantes entre communautés ont également sapé la capacité du GSIM à rallier les Maliens à sa cause. Dans un contexte de montée de l'insécurité, les paysans sédentaires ont dirigé leur colère contre les éleveurs peul, dont la forte présence dans le rang des combattants jihadistes a donné une dimension ethnique à certaines branches du GSIM.⁶⁹ Ces tensions ont entravé l'expansion du groupe qui avait des difficultés à trouver de nouvelles recrues parmi les ethnies rivales. Dans certains cas, les combattants ont temporairement quitté leur base pour aller protéger leurs villages, pointant leurs armes sur des milices ou des civils plutôt que sur les « infidèles » du gouvernement.

⁶⁴ Les zones typiques sur lesquelles le GSIM a imposé sa domination sont Abeibara et Tin-Essako (dans la région de Kidal), Tenenkou et Youwarou (dans la région de Mopti), et Niafunké, Goundam et Gourma Rharous (dans la région de Tombouctou).

⁶⁵ « Amadou Koufa, chef djihadiste peul, dément sa mort », AFP, 28 février 2019.

⁶⁶ Rapport Afrique de Crisis Group N°293, *Enrayer la communautarisation de la violence au centre du Mali*, 9 novembre 2020.

⁶⁷ A Kidal, par exemple, le GSIM est en compétition avec des groupes armés affiliés à la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), une coalition de mouvements séparatistes, ainsi que contre certains éléments de la Plateforme, une autre coalition qui soutient l'Etat. Alors que certains groupes armés signataires, en particulier le Haut conseil islamique de l'Azawad, lié à la CMA, et le mouvement arabe de l'Azawad, lié à la Plateforme, auraient des liens étroits avec les chefs du GSIM, les relations avec les autres groupes sont tendues. Des intérêts politiques divergents et des différences idéologiques ont poussé quelques-uns de ces groupes à rompre leurs liens avec les insurgés ou à les combattre avant l'intervention militaire de la France en 2013. Au centre du Mali, ainsi qu'au nord et à l'est du Burkina Faso, plusieurs milices communautaires se sont révoltées contre les affiliés du GSIM.

⁶⁸ Entre janvier 2019 et novembre 2021, le conflit a coûté la vie à 6 426 personnes, principalement à Mopti, où les violences entre les communautés dogon et peul ont éclaté. ACLED, juillet 2021.

⁶⁹ Voir les rapports de Crisis Group, *Parler aux jihadistes au centre du Mali : le dialogue est-il possible ?* ; et *Enrayer la communautarisation de la violence au centre du Mali*, tous deux op. cit.

La concurrence avec l'EIGS représente un autre défi. Les combats entre les insurgés du GSIM et les groupes affiliés à l'EIGS se sont intensifiés. Après des années de cohabitation dans le Sahel central, al-Qaeda et l'EIGS se sont affrontés à partir de mi-2019, quand l'EIGS a cherché à empiéter sur les bastions du GSIM dans le nord et le centre du Mali ainsi qu'au nord du Burkina Faso.⁷⁰ Des désaccords sur l'accès à la terre et aux pâturages ont accru les tensions, avec des épisodes violents entre les deux groupes depuis le début de l'année 2020, en particulier au centre du Mali, dans la région du Gourma et le nord et l'est du Burkina Faso. La volonté du GSIM de dialoguer avec le gouvernement malien a également creusé l'écart entre les deux groupes rivaux.⁷¹

Ceci étant, l'évolution de la situation en Afghanistan depuis août 2021, lorsque les Taliban ont profité du départ des Etats-Unis pour prendre le pouvoir, a trouvé un écho parmi les chefs du GSIM. Alors que les trajectoires des deux groupes d'insurgés sont clairement distinctes, la reconquête éclairée des Taliban en Afghanistan semble avoir revigoré les insurgés au Mali. Le 10 août, cinq jours avant la chute de la capitale, Kaboul, ag Ghali a publié un message triomphant, qualifiant la restructuration de l'opération Barkhane de victoire pour le GSIM, et félicitant les Taliban pour le « retrait historique » des troupes américaines.⁷² Par ailleurs, la débâcle afghane met en lumière les limites de la lutte anti-insurrectionnelle qui repose sur des troupes étrangères. Dans ses déclarations, le GSIM attribue le retrait américain à la « férocité au combat » des Taliban. Dans le même temps, les chefs du GSIM semblent avoir remarqué que les Taliban ne sont pas parvenus à leur objectif uniquement par la lutte armée mais également à travers des négociations, avec les diplomates américains dans le cas des Taliban.⁷³ Jusqu'à présent, un scénario identique – des pourparlers directs avec la France pour un retrait des troupes – n'est pas envisageable au Mali, pourtant l'importance d'allier la diplomatie à la lutte armée semble avoir fait mouche parmi les chefs du GSIM.⁷⁴

B. *Les accords locaux de cessez-le-feu*

Alors que la violence ethnique faisait rage, les protagonistes ont tacitement encouragé les négociations entre les branches locales du GSIM, les chefs des communautés locales et les groupes d'autodéfense afin d'apaiser les tensions. Les chefs des communautés locales et les ONG de médiation ont souvent mené ces initiatives.⁷⁵ Si le

⁷⁰ Héni Nsaibia et Caleb Weiss, « The End of the Sahelian Anomaly: How the Global Conflict between the Islamic State and al-Qa'ida Finally Came to West Africa », Combating Terrorism Center, juillet 2020, p. 1-14.

⁷¹ En décembre 2020, sur des enregistrements audios d'une personne lisant apparemment une lettre écrite par Sahraoui à Koufa, le chef de l'EIGS critiquait sévèrement la décision du GSIM d'envisager des pourparlers avec le gouvernement malien. Document audio en possession de Crisis Group.

⁷² Le GSIM a publié un enregistrement audio du discours d'ag Ghali. « Le secours d'Allah est sûrement proche », al-Zallaqa Media Foundation, 10 août 2021 (arabe).

⁷³ Ibid. Voir également la déclaration conjointe de l'AQMI et du GSIM, « Félicitations et bénédictions », al-Zallaqa Media Foundation and al-Andalus Foundation, 23 août 2021 (arabe).

⁷⁴ « Opération martyr contre les forces d'occupation françaises », al-Zallaqa Media Foundation, 11 janvier 2021.

⁷⁵ Les jihadistes se cachent bien souvent dans les campagnes tandis que leurs familles restent dans les villages. Les femmes servent donc souvent d'intermédiaires entre leurs conjoints et les média-

gouvernement malien a participé à certaines négociations en envoyant des émissaires et des médiateurs, il n'a signé aucun accord.⁷⁶ La majorité des négociations visent à protéger les civils, faciliter le retour des personnes déplacées, lever les blocus imposés par les jihadistes et libérer les checkpoints pour permettre aux populations de se rendre sur leurs terres et sur les marchés.

« L'accord de Niono » est un exemple illustratif de ces pourparlers entre les jihadistes affiliés à la Katiba Macina et les groupes d'autodéfense dits *donso* (« chasseurs » en bambara). Depuis octobre 2020, les insurgés de la Katiba Macina ont assiégé plusieurs villages du cercle de Niono (région de Ségou) et accusé les habitants de collaboration avec le gouvernement. L'armée malienne a tenté sans succès de libérer un de ces villages, Farabougou.⁷⁷ Cette défaite a ouvert la voie à des négociations entre les jihadistes et les *donso*, facilitées par les émissaires du Haut conseil islamique du Mali et soutenues par la junte à Bamako. Dans un premier temps, les deux camps ont exprimé des demandes qui semblaient irréconciliables.⁷⁸ Pourtant, après plusieurs mois de négociations directes, en mars 2021, les représentants des deux parties ont accepté un cessez-le-feu interrompant un siège de six mois. Les combats ont repris en septembre, chaque camp accusant l'autre de ne pas respecter les termes de l'accord.⁷⁹

L'accord de Niono illustre la dynamique des pourparlers locaux entre les branches du GSIM et les milices ethniques.⁸⁰ Depuis 2017, plus d'une dizaine d'initiatives du même type ont eu lieu impliquant des membres du GSIM et des habitants du nord et du centre du Mali. En 2017, des chefs de communautés locales à Kidal ont conclu des négociations entre Ansar Dine et des membres d'un groupe affilié au Mouvement national de libération de l'Azawad, un groupe séparatiste qui a participé aux efforts français de lutte contre le terrorisme. Les pourparlers ont débouché sur un pacte de non-agression qui a considérablement apaisé les tensions dans la région.⁸¹ De la même façon, au centre du pays, les affiliés du GSIM d'un côté et les groupes d'autodéfense dogon et bambara de l'autre ont signé plusieurs accords de paix, dont un à Ké-Macina en 2019, et à Koro, Bandiagara et Niono en 2020 et 2021.

teurs. Lors des négociations de Koro, les femmes peul et dogon ont permis d'établir les premiers contacts entre les jihadistes et les groupes d'autodéfense. Entretien de Crisis Group, médiateur de l'accord de Koro, Niamey, février 2021.

⁷⁶ Entretien de Crisis Group, médiateur de l'accord de Niono, Bamako, novembre 2020.

⁷⁷ Le 22 octobre 2020, le chef de la junte Assimi Goïta s'est rendu rapidement à Farabougou pour ce qui a été présenté comme la libération du village. Toutefois, peu de temps après, il est apparu que le village et le détachement militaire étaient restés assiégés. La junte a, par la suite, soutenu une initiative de dialogue entre les jihadistes et les *donso*. Voir David Baché, « Mali : la question du dialogue avec les djihadistes continue de se poser à Farabougou », RFI, 26 octobre 2020.

⁷⁸ Pour plus d'informations sur l'accord de Niono, voir le récit de Moussa Boubacar Bah et Bocary Diallo, respectivement chef de la mission de médiation et rapporteur : « Les accords de Farabougou : De quoi s'agit-il », *Les Echos*, 14 mars 2021.

⁷⁹ Voir David Baché, « Mali : dans le cercle de Niono, des attaques quasi quotidiennes », RFI, 8 octobre 2021.

⁸⁰ Les branches locales du GSIM se sont engagées dans ces pourparlers avec l'accord de leur chef de *katiba*, qui dispose d'une certaine latitude pour mener des négociations. Entretien de Crisis Group, médiateur des négociations de paix locales, Bamako, novembre 2020.

⁸¹ Entretien de Crisis Group, ancien membre de cette unité, Niamey, mai 2021.

Les cessez-le-feu locaux ont diminué la violence à l'encontre des civils, en particulier au centre du Mali, où les attaques contre les villageois ont baissé de manière significative dans certaines zones depuis le mois de juin 2020.⁸² Alors que des initiatives de dialogue entre communautés ont précédemment échoué notamment parce que les médiateurs en ont exclu les jihadistes, les récents accords ont fonctionné dans une certaine mesure, en partie en raison de leur participation.⁸³

Cependant, ces initiatives sont insuffisantes à de nombreux égards. Certains accords n'ont fait baisser la violence que temporairement. Par exemple, les affrontements entre les groupes d'autodéfense *donso* et les jihadistes ont repris quelques mois après la signature de l'accord de Niono. Par ailleurs, bien que ces accords aient épargné de nombreuses vies parmi les civils, les jihadistes en sont sortis gagnants. Les insurgés se sont souvent servi des cessez-le-feu pour asseoir leur autorité.⁸⁴ Ils ont demandé aux habitants de ne pas interférer dans le conflit, une manière de les isoler, et d'isoler les groupes d'autodéfense, des représentants du gouvernement et des forces de sécurité censées protéger les civils. Les insurgés affirment habituellement que leur jihad cible directement et uniquement l'Etat et que les civils qui ne collaborent pas avec le gouvernement sont épargnés. (Pourtant, dans les faits, les insurgés du GSIM ont tué des centaines de civils, principalement lors d'affrontements entre communautés dans le centre du Mali.⁸⁵) Tandis que les accords locaux de cessez-le-feu restent fragiles, les belligérants ont en parallèle commencé à envisager un dialogue élargi et chaque camp a sa propre vision de ce que de telles négociations de paix pourraient lui amener.

⁸² Après ces accords, la violence a presque totalement pris fin dans le cercle de Macina – avant une récente reprise – et a baissé de moitié à Koro et Niono. Données ACLED.

⁸³ Rapport de Crisis Group, *Enrayer la communautarisation de la violence au centre du Mali*, op. cit.

⁸⁴ Les jihadistes sont parvenus à imposer leurs conditions dans certaines zones mais ont dû faire des concessions dans d'autres selon leur degré de contrôle. Les membres des groupes d'autodéfense, quant à eux, ont souvent résisté face aux demandes des jihadistes, en particulier celles liées à la Charia.

⁸⁵ Données ACLED. Human Rights Watch a rassemblé des données montrant que les jihadistes, principalement de la Katiba Macina, ont tué 119 civils en 2019 seulement. Lors d'un incident, les insurgés de la Katiba Macina ont attaqué les villages de Yoro et Gangafani dans le sud près de Mopti, non loin de Koro, et ont tué au moins 38 personnes. Voir « Combien de sang doit encore couler : Atrocités commises contre des civils dans le centre du Mali, 2019 », Human Rights Watch, 10 février 2020.

IV. Perspectives de dialogue

Il y a deux ans, ni le GSIM, ni les autorités maliennes et leurs partenaires étrangers ne soutenaient publiquement l'idée d'un dialogue. Les autorités ont répété à plusieurs reprises qu'elles « ne négociaient pas avec les terroristes », tandis que les insurgés affirmaient que « Dieu ne se marchande pas ». ⁸⁶ Pourtant, en 2020, tant le gouvernement malien que les chefs du GSIM ont modéré leur position. Ce changement peut être dû à l'impasse évoquée plus haut et à la montée imprévue de la violence communautaire, ainsi qu'à la perception des protagonistes que les négociations pourraient être une occasion d'atteindre leurs objectifs autrement que par la lutte armée. La résistance au dialogue persiste cependant : la France s'oppose publiquement à l'ouverture de discussions avec les dirigeants insurgés, tandis que de nombreux responsables politiques et jihadistes s'accrochent à des attentes maximalistes et restent réticents à l'idée d'entamer des pourparlers de paix.

A. *Un changement de cap*

En février 2020, le président en fonction, Ibrahim Boubacar Keïta, a déclaré que son gouvernement était prêt à envisager le dialogue avec les chefs jihadistes maliens, une annonce que de nombreux observateurs ont considérée comme une avancée. ⁸⁷ Quelques semaines plus tôt, le haut représentant de Keïta pour le centre du Mali, Dioncounda Traoré, avait affirmé qu'il avait envoyé des émissaires pour entamer des pourparlers avec ag Ghali et Koufa. Les détails de ces pourparlers n'ont jamais été rendus publics. ⁸⁸

Les tentatives de dialogue avec les insurgés ne sont pas nouvelles. En 2017, des responsables maliens, soutenus par le Premier ministre (mais pas, comme on l'a découvert plus tard, par le président Keïta), avaient lancé une ambitieuse initiative de dialogue connue sous le nom de *mission de bons offices*. ⁸⁹ Conduite par Mahmoud Dicko, un influent dignitaire religieux qui présidait alors le Haut Conseil islamique du Mali, la mission se concentrait sur les communautés susceptibles de faciliter les pourparlers avec les insurgés locaux, qui aideraient ensuite à établir le contact avec leurs chefs. ⁹⁰ L'objectif était de faire progresser la paix par le dialogue entre un groupe de chefs religieux et de notables traditionnels, d'une part, et les affiliés du GSIM, d'autre part. Malgré un début prometteur, la mission a été de courte durée, principalement parce qu'elle manquait du soutien de Keïta, qui a déclaré plus tard qu'il ne

⁸⁶ Concernant le rejet du dialogue par le gouvernement malien, voir « Ibrahim Boubacar Keïta : pas question de négocier avec les terroristes », *Le Monde*, 22 février 2018. Concernant la position du GSIM, voir la citation de Koufa en note de bas de page 4.

⁸⁷ « Le président malien IBK annonce un dialogue avec les chefs jihadistes », RFI, 10 février 2020.

⁸⁸ « Dialogue avec les djihadistes : des émissaires chez Iyad et Kouffa », Studio Tamani, 23 janvier 2020.

⁸⁹ « Organisation d'une mission de bons offices à Kidal, dans le Delta intérieur et la Boucle du Niger », Lettre No. 0362 PM-CAB, bureau du Premier ministre, 24 mai 2017.

⁹⁰ Entretien de Crisis Group, chef religieux chargé de la mission, Bamako, mai 2019.

l'avait jamais approuvée.⁹¹ En effet, il était connu que l'ancien président était alors un farouche opposant à de tels pourparlers.⁹²

Deux phénomènes interdépendants l'ont probablement fait changer d'avis en février 2020. L'année précédente, la violence s'est intensifiée, avec des massacres de civils sans précédent et des raids à grande échelle contre des avant-postes militaires qui ont fait des centaines de morts parmi les soldats. Dépassés par les crises sécuritaires, les responsables politiques ont commencé à reconnaître les limites de la réponse militaire et à envisager les pourparlers avec les insurgés comme une solution possible. La population malienne, quant à elle, a commencé à demander au gouvernement de tendre la main aux jihadistes. Dans un premier temps, les appels au dialogue ont émané des leaders d'opinion. En 2017 et 2019, respectivement lors de la Conférence d'entente nationale et du Dialogue national inclusif, les participants ont recommandé au gouvernement d'organiser des pourparlers avec ag Ghali et Koufa, les chefs insurgés maliens les plus en vue.⁹³ Mais alors que la situation sécuritaire continuait à se détériorer, la proposition a gagné de plus en plus de terrain au sein de l'opinion publique.⁹⁴ Les massacres de civils de 2019 et 2020 ont été particulièrement horribles et ont déclenché une série de manifestations.⁹⁵

Un coup d'Etat militaire a évincé Keïta en août 2020, avant que le dialogue ne puisse prendre forme. Les autorités intérimaires qui l'ont remplacé ont initialement maintenu la décision de dialoguer avec les jihadistes. Au début de la transition, le Premier ministre Moctar Ouane (septembre 2020-mai 2021), un civil, s'est positionné comme un défenseur des pourparlers, affirmant qu'ils étaient « en phase avec la volonté du peuple malien ». ⁹⁶ En effet, la feuille de route de la transition mentionne le dialogue avec les insurgés parmi les orientations politiques du gouvernement.⁹⁷ Dans le plan d'action de son cabinet, Ouane a fourni les détails de l'engagement, qui

⁹¹ Le président Keïta a pris ses distances avec la *mission de bons offices*. « Ibrahim Boubacar Keïta : “Pas question de négocier avec les jihadistes” », *Le Monde*, op. cit.

⁹² Keïta a dit un jour : « Une mer de sang nous sépare de ces gens (...) et les criminels devront répondre de leurs actes ». Pour lui, les revendications des jihadistes, dont « l'application de la Charia, l'interdiction des écoles républicaines et modernes, le califat, la fin de toutes les valeurs qui fondent notre vivre ensemble », n'étaient pas négociables. Voir François Soudan, « Mali-Ibrahim Boubacar Keïta : “Nous sommes en guerre” », *Jeune Afrique*, 1er juillet 2019.

⁹³ Alors que les appels au dialogue avec les jihadistes remontent à 2012, des responsables politiques influents, des chefs religieux et des représentants de la société civile ont insisté sur cette idée lors de la Conférence d'entente nationale de 2017. Les défenseurs du dialogue comprenaient l'imam Dicko, des organisations de la société civile telles que l'Association Adema, des chefs de file de l'opposition et des délégués de la Coordination des mouvements de l'Azawad. Entretiens de Crisis Group, participants, octobre 2018 et janvier 2019.

⁹⁴ Selon les sondages réalisés au Mali par la fondation allemande Friedrich Ebert Stiftung, en 2017, près de 56 pour cent des Maliens interrogés, principalement issus des zones urbaines, soutenaient l'idée d'un dialogue entre le gouvernement et les chefs des groupes jihadistes. Un an plus tard, le pourcentage des personnes favorables est passé à 65. Voir « Mali-mètre : Enquête d'opinion “Que pensent les Maliens ?” », Friedrich Ebert Stiftung (Mali), novembre 2017 et octobre 2018.

⁹⁵ Rapport de Crisis Group, *Enrayer la communautarisation de la violence au centre du Mali*, op. cit. Les attaques des insurgés en 2019 et 2020 ont fait plus de victimes que pendant les six années précédentes réunies.

⁹⁶ Voir David Baché et Marc Perelman, « Moctar Ouane, premier ministre malien : “Chacun joue sa partition au gouvernement” », RFI, 4 décembre 2020.

⁹⁷ Voir « Feuille de route de la transition », gouvernement de transition malien, octobre 2020.

s'articulait autour de trois prémisses. Tout d'abord, selon le plan, le gouvernement s'engagerait dans une vaste discussion avec les communautés via la *mission de bons offices* visant à réconcilier les citoyens lésés et l'Etat.⁹⁸ Deuxièmement, et parallèlement, les responsables des services de renseignements militaires prendraient contact avec les chefs jihadistes pour envisager des pourparlers. Enfin, tout en poursuivant le dialogue, le gouvernement intensifierait sa campagne militaire et ses efforts de développement visant à affaiblir les insurgés.⁹⁹

En revanche, les dirigeants de la junte n'ont pas commenté publiquement la question.¹⁰⁰ Mais Assimi Goïta, le plus haut responsable de la junte, et Ismaël Wagué, en charge du ministère de la Réconciliation nationale, ont tous deux soutenu le dialogue entre la population et les jihadistes pour atténuer les frictions communautaires dans le centre du Mali.¹⁰¹ En octobre 2020, les autorités de transition ont conclu avec le GSIM l'un des plus grands échanges de prisonniers de l'histoire du Sahel.¹⁰² Le gouvernement a libéré près de 200 prisonniers, dont des insurgés notoires, membres du GSIM, en échange de la libération de quatre otages détenus par le GSIM : le chef de l'opposition malienne Soumaïla Cissé, la Française Sophie Pétronin et deux Italiens.¹⁰³ Ahmada ag Bibi, un homme politique originaire de Kidal et compagnon de longue date d'ag Ghali, ainsi que des agents des services de renseignement maliens, ont mené les négociations au nom du gouvernement.¹⁰⁴ Le GSIM était représenté par Sedane ag Hitta, le bras droit d'ag Ghali à Kidal.¹⁰⁵ Le plan d'action de Ouane a cependant disparu de la circulation en mai 2021, lorsque la junte a destitué le Premier mi-

⁹⁸ Voir « Plan d'action du gouvernement de transition 2020-2022 », bureau du Premier ministre, février 2021, p. 35.

⁹⁹ « Entretien : "Le dialogue avec les terroristes est une volonté des Maliens" assure le Premier ministre du Mali », France 24, 13 décembre 2020.

¹⁰⁰ Selon un officier malien, les hauts gradés étaient confrontés à un dilemme : ils estimaient qu'ils ne pouvaient pas soutenir publiquement l'idée du dialogue sans saper la confiance de la base dans leur gestion des troupes. « Il est difficile pour un officier de demander à ses soldats d'aller combattre les jihadistes, d'accepter le sacrifice suprême, et en même temps de leur dire que nous parlons avec ces jihadistes. C'est mauvais pour le moral des troupes ». Entretien téléphonique de Crisis Group, avril 2021.

¹⁰¹ Goïta a soutenu les pourparlers entre les jihadistes et les villageois de Farabougou pour résoudre le conflit à cet endroit, et Wagué a soutenu les efforts de médiation qui ont conduit à l'accord de Niono entre la Katiba Macina et les *donso*. Voir « Mali : La question du dialogue avec les djihadistes continue de se poser à Farabougou » ; et « Les accords de Farabougou : De quoi s'agit-il », tous deux op. cit.

¹⁰² Voir la note de bas de page 18, ainsi que Pierre Alonso et Célian Macé, « Echange de prisonniers au Mali : le coup de la libération », *Libération*, 15 octobre 2020.

¹⁰³ « Mali : dans le secret des négociations qui ont permis la libération de Soumaïla Cissé et Sophie Pétronin », *Jeune Afrique*, 9 octobre 2020.

¹⁰⁴ En 2012, ag Bibi était membre d'Ansar Dine et faisait partie de la délégation qui a tenté de négocier avec le gouvernement malien à Ouagadougou et à Alger. Lui et d'autres responsables politiques de haut niveau de Kidal ont rompu avec le mouvement jihadiste en 2013 pour former le Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad, membre de la Coordination du mouvement de l'Azawad, partie à l'accord de paix d'Alger. Il a depuis été élu pour représenter le district de Kidal (cercle de Tin-Essako) au parlement malien. Sur le rôle d'ag Bibi dans l'échange de prisonniers, voir « Ahmada ag Bibi : "Si l'Etat malien me demande de discuter avec les groupes jihadistes, je suis prêt" », RFI, 5 avril 2021.

¹⁰⁵ En janvier 2021, une vidéo est apparue sur les réseaux sociaux montrant Ahmada ag Bibi livrant les prisonniers du GSIM à ag Hitta. Document en possession de Crisis Group.

nistre intérimaire ainsi que le président intérimaire, Bah N'Daw, dans un second coup d'Etat provoqué par des désaccords sur un remaniement ministériel.

Malgré tout, les avis sur le dialogue divergent. Si le soutien de l'opinion publique aux pourparlers s'est clairement renforcé, de nombreux responsables politiques, représentants de la société civile et chefs religieux émettent de profondes réserves. La plupart doutent que les chefs du GSIM soient prêts à faire des compromis. Par exemple, même Dicko, un pionnier du discours pro-dialogue au Mali, se demande si ag Ghali et Koufa accepteront un jour un règlement politique.¹⁰⁶ Bien qu'il soit en faveur d'un engagement direct avec les chefs du GSIM, Dicko prévient que les deux hommes sont peut-être trop ancrés dans le jihad pour déposer les armes. En revanche, il voit plus de potentiel dans les pourparlers qui pourraient amener la base des insurgés à quitter l'insurrection et à retourner à la vie civile. D'autres responsables craignent que le dialogue ne revienne qu'à « ouvrir les portes du pouvoir au GSIM ». ¹⁰⁷

De nombreux responsables politiques trouvent les revendications jihadistes, notamment l'islamisation du droit et des institutions de l'Etat, particulièrement inquiétantes. Ils entrevoient très peu de possibilités de compromis sur ces questions, puisque la laïcité, la démocratie et l'Etat-nation sont des principes fondamentaux consacrés par la constitution malienne. Accepter de contourner – ou, pire selon eux, d'altérer – ces principes pourrait être politiquement suicidaire, tant auprès de l'opinion publique que des partenaires étrangers. Certains affirment que l'appel de la population en faveur du dialogue est fille du désespoir, dans un contexte où l'insécurité fait rage et où les autorités luttent pour la contenir, et non d'une réelle volonté de céder aux revendications des jihadistes, et encore moins de les appuyer.¹⁰⁸ D'autres encore perçoivent les chefs du GSIM comme des instruments des réseaux jihadistes étrangers, manquant d'autonomie.¹⁰⁹

La pression diplomatique française persistante a fini par convaincre les autorités de transition du Mali de ne pas soutenir, du moins publiquement, des pourparlers directs avec les dirigeants du GSIM.¹¹⁰ Lors de discussions privées dans un premier temps, puis publiquement par la suite, la France a déclaré qu'elle retirerait ses troupes du Mali si le gouvernement intérimaire entamait un dialogue, forçant les responsables maliens à donner des garanties que de tels pourparlers n'étaient pas envisageables.¹¹¹ En juin 2021, peu après le second coup d'Etat, Paris a suspendu sa coopération avec les forces de sécurité de Bamako, en partie parce que la France craignait que la junte

¹⁰⁶ Entretien de Crisis Group, Bamako, novembre 2020.

¹⁰⁷ Un fonctionnaire de haut niveau a déclaré : « Il est difficile de croire que le GSIM souhaite entamer un dialogue sérieux. Leur intérêt est peut-être plus de déclarer qu'ils veulent le dialogue que de s'asseoir réellement à la table des négociations ». Entretien de Crisis Group, Bamako, novembre 2020.

¹⁰⁸ Entretiens de Crisis Group, responsable politique malien de haut rang et ancien Premier ministre, Bamako, novembre 2020.

¹⁰⁹ Un ancien Premier ministre a rejeté le dialogue avec les jihadistes maliens au motif qu'ils dépendaient d'éléments d'al-Qaeda à l'étranger. Entretien de Crisis Group, Bamako, novembre 2020.

¹¹⁰ Macron a déclaré avoir dit aux autorités de transition qu'il retirerait les troupes françaises du Mali si elles s'engageaient avec les jihadistes. « Emmanuel Macron, confidences en Afrique », *Le Journal de Dimanche*, 30 mai 2021.

¹¹¹ Entretiens de Crisis Group, haut fonctionnaire malien, ancien membre du cabinet de Bah N'Daw, Bamako, décembre 2020.

n'engage des discussions avec les jihadistes.¹¹² Les opérations militaires conjointes ont repris depuis.

Finalement, les autorités de transition ont envoyé des signaux équivoques. En mai 2021, la junte a mis en place un nouveau Premier ministre, Choguel Kokalla Maïga, qui a reconnu que la population était largement favorable à des pourparlers avec les jihadistes et dont le plan d'action mentionne la *mission de bons offices* comme moyen de les entamer.¹¹³ Le 19 octobre, le ministre malien des Affaires religieuses, Mamadou Koné, a déclaré qu'il avait chargé le Haut Conseil islamique du Mali de diriger les missions.¹¹⁴ Trois jours plus tard, cependant, le gouvernement a déclaré que personne n'avait été officiellement mandaté pour entamer les négociations, tout en remerciant ceux qui s'étaient présentés pour proposer leurs services.¹¹⁵ En bref, en ce qui concerne les négociations, le gouvernement a, au mieux, fait deux pas en avant et un pas en arrière.

B. *Le point de vue du GSIM sur le dialogue*

En mars 2020, en réponse à l'appel au dialogue lancé par les autorités maliennes, les chefs du GSIM ont publié une déclaration indiquant qu'ils étaient prêts à discuter avec le gouvernement.¹¹⁶ Dans les semaines qui ont suivi, les insurgés ont fait pression sur les autorités pour qu'elles rompent les liens avec la France afin que des négociations directes puissent commencer, accusant le gouvernement de traîner les pieds.¹¹⁷ Leur intérêt pour le dialogue n'était cependant pas un engagement à désarmer et à se rendre. Au contraire, les insurgés s'attendaient probablement à prendre le dessus dans d'éventuels pourparlers.¹¹⁸

Les chefs du GSIM voient le dialogue principalement comme un moyen de pousser les troupes étrangères hors du Mali. Les chefs jihadistes ont explicitement conditionné les pourparlers au retrait des forces françaises et internationales.¹¹⁹ Ils voient

¹¹² « La France suspend sa coopération militaire bilatérale avec le Mali », *Le Monde Afrique*, 3 juin 2021.

¹¹³ « Plan d'action du Gouvernement de Transition 2021-2022 », Cabinet du Premier ministre, juillet 2021, p. 22.

¹¹⁴ « Mali : le gouvernement mandate le Haut Conseil Islamique pour négocier avec ag Ghaly et Koufa », RFI, 19 octobre 2021.

¹¹⁵ « Communiqué du gouvernement de la République du Mali », Bureau du Premier ministre, 22 octobre 2021.

¹¹⁶ La déclaration dit : « Nous apportons la bonne nouvelle à notre peuple fier que nous sommes prêts à entrer dans la voie des négociations avec le gouvernement malien, dont le président a annoncé son désir de négocier avec le GSIM, afin de discuter des moyens de mettre fin au conflit sanglant qui est entré dans sa septième année ». « Au sujet des appels à la négociation », op.cit.

¹¹⁷ Le 20 mars 2020, le GSIM a attaqué un avant-poste militaire à Tarkint, dans la région de Gao, et présenté cette attaque comme un avertissement au gouvernement malien de mettre fin à son alliance avec la France ou de subir les conséquences de son maintien. Voir « A propos des affrontements de Tarkint au Mali », al-Zallaqa Media Foundation, 21 mars 2020 (arabe).

¹¹⁸ Droukdel a affirmé dans une déclaration au sujet du dialogue : « Nous ne voulons pas d'un dialogue vide, mais d'une négociation sérieuse qui jettera les bases de la libération de nos patries et de nos peuples, puis d'une véritable percée civilisationnelle ». « La France et la toile d'araignée », al-Andalus, mars 2020 (arabe). Voir aussi « A propos des affrontements de Tarkint au Mali », op. cit.

¹¹⁹ Dans sa déclaration d'acceptation du dialogue, le GSIM a déclaré : « Nous n'avons pas de conditions préalables pour entamer ces négociations, sauf... [la] demande... de mettre fin à l'occupation française ». De manière peut-être surprenante, cette déclaration ne pose pas la mise en place de la

les forces internationales comme un obstacle à leur projet d'étendre leur contrôle. Ils en veulent particulièrement à la France en raison de son histoire coloniale dans la région et parce que son intervention militaire de 2013 a mis fin à leur règne éphémère dans le nord. Pourtant, l'objectif du GSIM n'est pas de vaincre les forces françaises au combat, mais de refuser la victoire à la France. Le GSIM espère entraîner la France dans une guerre prolongée qui épuisera son armée jusqu'à ce que Paris abandonne les combats.¹²⁰

Cette exigence du retrait des troupes étrangères est en accord avec l'attitude pragmatique que le GSIM semble avoir adoptée à l'égard du dialogue en Afghanistan. Il a salué les négociations entre les Etats-Unis et les Taliban qui ont finalement conduit les troupes américaines à quitter le pays en août. Dans une lettre de félicitations, le commandement général d'al-Qaeda a déclaré que l'accord était une leçon pour les jihadistes du monde entier, les exhortant à « suivre l'exemple des moudjahidines de l'Emirat islamique ». ¹²¹ Pour le GSIM, l'accord entre les Etats-Unis et les Taliban pourrait même constituer un modèle à suivre pour parvenir à un accord avec Paris. En janvier 2021, le GSIM a souligné qu'il n'avait jamais organisé d'opération sur le sol français, une référence à l'engagement des Taliban, qui figure dans leur accord avec les Etats-Unis, d'empêcher les autres insurgés basés en Afghanistan d'organiser des attaques en dehors du pays.¹²²

L'acceptation des pourparlers par le GSIM semblait destinée à séduire les habitants des zones rurales, à rallier le soutien populaire à sa cause et à conférer une légitimité à ses demandes. Elle a été présentée comme une faveur accordée à une population épuisée, qui avait supplié le gouvernement d'envisager le dialogue. En effet, la déclaration du GSIM s'adressait au peuple malien plutôt qu'au gouvernement.¹²³ Elle a également coïncidé avec une vague de sentiment antifrançais dans le pays. Tout au long de 2019 et au début de 2020, les chefs de file de l'opposition et de la société civile

loi islamique comme condition. Elle précise toutefois que les négociations doivent se dérouler dans le respect de la Charia. « Au sujet des appels à la négociation », op. cit.

¹²⁰ Le GSIM se réfère souvent à la guerre d'indépendance de l'Algérie comme modèle : « Il en va de même pour nos pères, les moudjahidines [algériens], qui ont combattu l'occupation croisée française au milieu du siècle dernier, lorsque le président français De Gaulle a réuni l'OTAN pour éliminer la révolution du peuple musulman algérien. Il a été déçu, et il est parti défait, en traînant la queue. Ce fut la fin de l'occupation directe de l'Algérie, et avec elle la fin de la Quatrième République. Et voici l'arrogante Amérique qui, après dix-huit ans de combat, reconnaît l'impossibilité de la victoire en Afghanistan ». Voir « A propos des attaques de Dioungani au sud du Mali », al-Zallaqa Media Foundation, janvier 2020 (arabe).

¹²¹ Commandement général d'al-Qaeda, « En vérité nous t'avons accordé une victoire éclatante », *al-Sahab*, février 2020 (arabe).

¹²² « Opération martyr contre les forces d'occupation françaises », al-Zallaqa Media Foundation, 11 janvier 2021 (arabe). Dans l'accord conclu entre les Etats-Unis et les Taliban, ces derniers ont offert des garanties selon lesquelles ils empêcheraient quiconque de chercher à utiliser le territoire afghan pour attaquer les Etats-Unis ou leurs alliés. « Agreement for Bringing Peace in Afghanistan », gouvernement américain, 19 février 2020.

¹²³ « Notre fier peuple, nous avons entendu vos appels répétés au gouvernement de "Bamako" pour la négociation et le dialogue avec les moudjahidines, dans votre désir de mettre un terme au calvaire que nous impose l'occupant français. [...] Nous vous informons que nous, au sein du GSIM, sommes prêts à accéder au désir de notre peuple opprimé sur un sujet qui va dans le sens de la loi de notre Seigneur, le Puissant et Sublime ». « Au sujet des appels à la négociation », op. cit.

ont organisé une série de manifestations de masse appelant au départ des troupes de l'opération Barkhane et des Casques bleus des Nations unies qui, selon eux, n'avaient pas réussi à endiguer l'insécurité.¹²⁴ Le GSIM a tenté de capitaliser sur la frustration de la population en disant qu'il partageait les demandes des manifestants, tout en fustigeant le gouvernement pour s'être rangé du côté de la France.¹²⁵

Il y a peut-être davantage qu'un simple opportunisme dans les calculs du GSIM concernant le dialogue. La décision du GSIM pourrait avoir été influencée tant par l'impasse militaire que par des préoccupations réelles concernant la spirale de la violence intercommunautaire. Le GSIM a tenté de faire preuve d'empathie avec la souffrance des Maliens ordinaires, en particulier parmi les Peul qui leur sont proches.¹²⁶ Les insurgés accusent souvent la France et le gouvernement malien d'attiser la violence communautaire dans le cadre d'une stratégie consistant à diviser pour mieux régner. Pour préserver sa propre réputation à cet égard, le GSIM va jusqu'à nier sa responsabilité dans les massacres du centre du Mali, malgré l'implication de ses forces dans le meurtre de civils, y compris dans le cadre de ces massacres.¹²⁷ Dans plusieurs déclarations, les chefs du GSIM ont exhorté les combattants à épargner les villageois, arguant que le jihad prescrit la protection des civils.¹²⁸ Il n'est cependant pas certain que la volonté de paraître compatissant puisse motiver le GSIM à négocier de bonne foi.

Le degré de consensus au sein du GSIM concernant les pourparlers est également difficile à évaluer. La position de la Katiba al-Furqan, qui tend à recruter des combattants étrangers et prend ses ordres d'AQMI directement, est particulièrement intéressante. Alors que Droukdel, l'ancien commandant d'AQMI tué dans une attaque de drone française en novembre 2020, était un fervent partisan du dialogue entre le GSIM et le gouvernement malien, son successeur, al-Annabi, semble plus sceptique.¹²⁹ Plus

¹²⁴ L'insécurité croissante a en partie alimenté la colère de la population à l'égard de la France, car de nombreux utilisateurs maliens des réseaux sociaux ont mis en doute l'utilité de ses opérations militaires.

¹²⁵ En février et mars 2020, les médias du GSIM ont publié des vidéos dans lesquelles ils mettaient en avant Koufa et Droukdel, qui remerciaient les manifestants tout en soulignant les similitudes entre les revendications des insurgés et celles des manifestants. Document en possession de Crisis Group.

¹²⁶ Alors que la violence intercommunautaire faisait rage dans le centre du Mali, Koufa a exprimé sa compassion en déclarant : « L'Etat a armé des chasseurs traditionnels pour nous faire la guerre à sa place. Quand ils ont échoué, ils ont commencé à attaquer les Peul pour nous exterminer, puisque la plupart de nos combattants viennent de ces communautés. [...] Les chasseurs ont commencé à attaquer les villages peul, et nous avons décidé de soutenir ces derniers car ils sont victimes d'une injustice ». Il a ajouté : « Nous aidons les Peul, puisqu'ils sont massacrés à cause de nous ». Enregistrement audio, septembre 2019. Document en possession de Crisis Group.

¹²⁷ Voir « Du soutien à l'islam à la nation islamique », al-Zallaqa Media, 27 juillet 2018 (arabe). Voir aussi « La France coloniale revient à la politique du génocide », al-Zallaqa Media Foundation, 18 février 2020 (arabe).

¹²⁸ Dans une déclaration audio, Droukdel a mis en garde les jihadistes au Mali contre le meurtre de civils, citant les propos d'Abou Yahya al-Libi (un idéologue réputé d'al-Qaeda) : « Qu'aucun sang musulman ne soit versé illégalement par notre main. Il s'agit d'un point essentiel, très clair ». « La France et la toile d'araignée », op. cit.

¹²⁹ Dans un enregistrement audio, al-Annabi déclare : « La [seule] voie menant à la libération [...] est la voie du djihad et du martyr pour la cause de Dieu. Il n'y a pas d'autre voie ; il ne peut y avoir de négociations ou de solutions politiques ». « Et Dieu viendra en aide à ceux qui le soutiennent », al-Andalus Media, 20 juin 2021 (arabe).

généralement, le dialogue est une question qui suscite la controverse et déclenche de vifs débats parmi les groupes d'insurgés. À la suite de l'accord entre les États-Unis et les Taliban, les idéologues jihadistes du monde entier ont débattu entre eux du bien-fondé du dialogue avec les gouvernements.¹³⁰

Les *katibas* du GSIM – dont al-Furqan – se sont jusqu'à présent abstenues de prendre position publiquement.¹³¹ Koufa a déjà exprimé son intérêt à discuter avec les chefs religieux, y compris Dicko. Dans le même temps, il s'en remet à ag Ghali qui a le dernier mot, notamment en ce qui concerne les négociations politiques. Sa déférence témoigne de l'affirmation de l'autorité d'ag Ghali.¹³² Pourtant, même au sein de la Katiba Macina, le dialogue est une question controversée. En novembre 2019, plusieurs combattants de la Katiba Macina ont fait défection pour rejoindre l'EIGS, citant parmi les raisons de leur départ leur mécontentement face à la volonté de la Katiba d'engager des pourparlers avec la milice dogon ou le gouvernement.¹³³

Un handicap supplémentaire pour le GSIM est le manque de personnalités politiques expérimentées en dehors d'ag Ghali. En 2012, lorsque l'insurrection a commencé dans le nord du Mali, plusieurs responsables politiques et intellectuels de haut niveau originaires de Kidal – dont Alghabass ag Intalla, Ahmada ag Bibi et Mohamed ag Aharib – constituaient l'aile politique d'Ansar Dine.¹³⁴ Ils ont représenté le groupe djihadiste lors de négociations au Burkina Faso et en Algérie la même année. Mais l'équipe s'est disloquée après la mort ou la défection de ses membres pour former un nouveau mouvement politique (le Haut Conseil de l'Unité de l'Azawad) qui a signé l'accord de paix d'Alger de juin 2015. Ceux qui ont depuis émergé comme chefs sont soit des militaires, soit des religieux. Le GSIM ne dispose pas d'un bureau politique capable de traduire son idéologie en demandes pratiques et de rendre le groupe plus enclin aux négociations, et même s'il en créait un, il pourrait avoir du mal à trouver des représentants compétents.

Dans l'ensemble, il est difficile de savoir si le GSIM envisagerait de prendre des mesures concrètes en faveur du dialogue ou de faire des concessions à ses ennemis dans le cadre de pourparlers. Rien ne prouve qu'il serait aussi souple dans les pourparlers qu'il l'a été dans l'application de la Charia. Par ailleurs, le GSIM n'a jamais précisé les systèmes institutionnels et politiques qu'il souhaiterait voir mis en place. En outre, comme nous l'avons vu plus haut, même les motivations des jihadistes

¹³⁰ « Jihadi reactions to the U.S.-Taliban deal and Afghan peace talks », *Jihadica*, 23 septembre 2020.

¹³¹ Les personnes qui ont rencontré Talha al-Libi plusieurs fois indiquent qu'il affirme qu'ag Ghali dirige toutes les branches du GSIM. On ignore pourtant où irait la loyauté d'al-Libi si ag Ghali et al-Annabi étaient en désaccord sur le dialogue. Entretiens de Crisis Group, Bamako, novembre 2020.

¹³² En 2017, lorsqu'un certain nombre d'éminents Peul, dont Aly Nouhoum Diallo, ont appelé Koufa à participer à des pourparlers de paix, il a répondu : « Si vous voulez un dialogue, allez en discuter avec notre émir, Iyad ag Ghali. [...] Il est notre guide. [...] Il est malien. C'est indéniable. Si vous voulez la paix, allez discuter avec lui ; sinon, vous n'aurez pas la paix, ni sur cette terre ni dans l'au-delà ». Enregistrement audio, août 2017. Document en possession de Crisis Group.

¹³³ Dans un enregistrement audio de décembre 2020 attribué à l'un des commandants de l'EIGS, Abdel Hakim al-Sahraoui (mort en mai 2021), celui-ci cite la volonté de la Katiba Macina d'engager un dialogue avec le gouvernement pour justifier la guerre contre elle. Il affirme que la Katiba Macina pourrait finir par prendre le parti du gouvernement et combattre d'autres jihadistes. Document en possession de Crisis Group.

¹³⁴ Thurston, *Jihadists of North Africa and the Sahel*, op. cit. p. 127-138.

pour engager des pourparlers ne sont pas claires. Les chefs du GSIM peuvent envisager un règlement politique, mais il est tout aussi probable qu'ils considèrent la victoire militaire comme la seule issue possible et les pourparlers comme un moyen de se débarrasser des forces étrangères pour y parvenir, comme cela a fini par se produire en Afghanistan. L'incertitude quant aux sujets que le GSIM veut aborder constitue un obstacle majeur à l'ouverture de négociations.

C. *La position des partenaires du Mali*

Paris mène une opposition radicale au dialogue pour plusieurs raisons. En novembre 2020, le président Emmanuel Macron a déclaré : « On ne discute pas avec les terroristes, on se bat ».¹³⁵ Plus récemment, Macron a qualifié ag Ghali et Koufa d'« ennemis » et a désigné le GSIM comme la principale cible des efforts antiterroristes français et sahéliens.¹³⁶ Paris est naturellement réticent à encourager les pourparlers avec un groupe qui a tué des soldats français.¹³⁷ La France craint que le dialogue ne contribue à légitimer les demandes du GSIM et à encourager les jihadistes à tenter d'imposer leur version de l'islam au Mali. Etant donné que la France peut utiliser sa présence militaire au Sahel comme levier pour aligner les positions des gouvernements sahéliens sur les siennes, sa résistance aux pourparlers est un obstacle majeur.¹³⁸ La France pourrait même être en mesure d'entraver le dialogue dans le cas où il serait engagé. En novembre 2020, alors que l'idée d'une prise de contact faisait son chemin après l'échange de prisonniers, une frappe aérienne française a tué Bah ag Moussa Diarra, un commandant en chef du GSIM.¹³⁹ Les médias maliens ont interprété ce raid comme une tentative de contrecarrer les pourparlers plus larges que l'échange aurait pu susciter.¹⁴⁰ Un diplomate français en poste à Bamako a rejeté cette affirmation.¹⁴¹

Cela dit, la France soutient le dialogue avec des insurgés qui sont prêts à faire défection et à désarmer. En 2013, la France a encouragé les membres d'Ansar Dine à

¹³⁵ « Macron sur le Sahel : “Avec les terroristes on ne discute pas” », *Le Point Afrique*, 21 novembre 2020.

¹³⁶ En février, Emmanuel Macron a déclaré lors d'une conférence de presse à Paris : « Ces dernières semaines, nous avons convergé avec nos interlocuteurs du G5 Sahel pour considérer Iyad ag Ghali et Hamadoun Koufa comme des ennemis et non comme des interlocuteurs. Ce sont des chefs terroristes qui sont responsables de la mort de milliers de civils et de la mort de nos soldats sahéliens, européens et internationaux ».

¹³⁷ Expliquant pourquoi il rejette le dialogue, Macron a déclaré : « On ne peut pas souffrir l'ambiguïté. On ne peut pas mener des opérations conjointes avec des pouvoirs qui décident de discuter avec des groupes qui, à côté de cela, tirent sur nos enfants. [...] Je ne sais pas comment expliquer cela aux parents des soldats français ». « Emmanuel Macron s'exprime en amont des sommets du G7 et de l'OTAN » France 24, 10 juin 2021.

¹³⁸ Les responsables des Etats français et sahéliens ont tenté à plusieurs reprises de trouver un consensus sur le dialogue. La question a été au cœur des discussions entre la France et les pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) lors des sommets de Pau et de N'Djamena, respectivement en janvier 2020 et février 2021. Entretien de Crisis Group, haut fonctionnaire malien, Bamako, décembre 2020.

¹³⁹ « Mali : mort du haut responsable djihadiste Bah ag Moussa », Tv5 Monde, 13 novembre 2020.

¹⁴⁰ « Insécurité : Bah ag Moussa, cet ancien officier de l'armée malienne devenu djihadiste, neutralisé par la France », *Le Pays*, 16 novembre 2020.

¹⁴¹ Entretien de Crisis Group, novembre 2020.

créer un nouveau mouvement avec lequel des pourparlers seraient acceptables. Les transfuges d'Ansar Dine ont alors fondé un Mouvement islamique de l'Azawad, mais l'ont rapidement rebaptisé Haut Conseil de l'Unité de l'Azawad après la demande de responsables français d'abandonner toute référence à l'islam. Le groupe a signé l'accord de paix d'Alger de 2015 avec le gouvernement, alors que, à l'instar d'autres signataires, il n'a jamais désarmé.

La France n'est pas la seule à s'opposer au dialogue avec les chefs jihadistes au Mali. Certains diplomates américains rejettent également cette option. Dans un entretien accordé à *Jeune Afrique*, l'ambassadeur Andrew Young, adjoint au commandant pour l'engagement civil-militaire de l'U.S. Africa Command, a déclaré : « Il n'y a pas de négociation possible avec ceux qui mènent des attaques contre des civils, assassinent des enfants et prônent une vision du monde incompatible avec les valeurs de la démocratie et de la tolérance ». ¹⁴² Il a toutefois ajouté qu'il soutenait l'idée de pourparlers avec les habitants qui ont été endoctrinés par les jihadistes.

Au-delà de leur opposition aux pourparlers avec les jihadistes, la France et la plupart des partenaires du Mali ont également résisté aux tentatives d'inclure les questions de religion dans les négociations qui ont conduit à l'accord de 2015. Lors des pourparlers préliminaires en 2014, le secrétaire général du Haut Conseil, Alhabass ag Intalla, avait suggéré que les discussions incluent le principe de laïcité et le rôle de l'islam au Mali. ¹⁴³ L'équipe de médiation qui supervisait les pourparlers a rejeté sa proposition, qualifiant la religion de ligne rouge. L'accord de paix signé en 2015 mentionne à peine la religion, à l'exception du rôle du *qadi* dans l'administration de la justice dans le nord du Mali.

Cela dit, la France est exaspérée par la détérioration de la situation sécuritaire et l'aggravation de la crise politique au Mali. En juin 2021, Emmanuel Macron a reconnu que la stratégie militaire française était mal adaptée au contexte du conflit, annonçant que la France allait réduire de moitié environ les effectifs de ses troupes et fermer trois bases militaires dans le nord du Mali, dans le cadre de la réorganisation du dispositif militaire français dans la région. ¹⁴⁴ La mission Takuba la remplacera et assumera un rôle prépondérant dans la conduite des opérations de lutte contre le terrorisme, avec la contribution des forces spéciales françaises et de celles déployées par d'autres pays européens. Les armées sahéniennes « qui le souhaitent » peuvent toujours demander une formation et un soutien. ¹⁴⁵ Comme on pouvait s'y attendre, les chefs du GSIM ont salué la fin de Barkhane comme une victoire du jihad. ¹⁴⁶ En effet, bien qu'il soit trop tôt pour en prévoir les conséquences, la fermeture par la France des bases dans les bastions du GSIM au nord du Mali pourrait faire le jeu des jihadistes.

La décision de la France de réduire sa présence militaire a envenimé les relations avec le gouvernement de transition du Mali. En septembre, Choguel Maïga a qualifié

¹⁴² Voir « Sahel-Etats-Unis : "Nous ne travaillons pas avec des militaires qui ont commis des exactions" », *Jeune Afrique*, 14 juin 2021.

¹⁴³ Briefing Afrique de Crisis Group N°104, *Mali : Dernière chance à Alger*, 18 novembre 2014, p. 10.

¹⁴⁴ Henri Vernet, « Barkhane : Macron annonce la fermeture des trois bases au nord du Mali », *Le Parisien*, 9 juillet 2021.

¹⁴⁵ Voir Morgane Le Cam et Jean-Pierre Stroobants, « "Takouba" : L'embryon d'une force européenne », *Le Monde*, 11 juin 2021.

¹⁴⁶ « Le secours d'Allah est sûrement proche », op. cit.

le retrait partiel d'« abandon » dans un discours prononcé devant l'Assemblée générale des Nations unies à New York. Il a affirmé que la France n'avait pas consulté le Mali avant de prendre cette décision, laissant Bamako dans l'obligation de chercher d'autres partenaires pour sa sécurité. Le discours de Choguel Maïga a provoqué un tollé à Paris, Emmanuel Macron qualifiant ses propos d'« inacceptables » et déclarant que son gouvernement n'avait aucune crédibilité. La junte serait en train de négocier avec le groupe Wagner, une société militaire privée russe, pour le déploiement d'au moins 1 000 mercenaires. Certains observateurs suggèrent qu'en contactant Wagner, Bamako cherche simplement à augmenter la pression sur Paris pour l'obliger à maintenir son soutien, mais les motivations exactes du gouvernement ne sont pas claires.¹⁴⁷ La France, ainsi que plusieurs pays qui soutiennent la mission de maintien de la paix des Nations unies au Mali, est farouchement opposée à l'implication de Wagner. Une rupture totale des relations est donc probable si le Mali décide d'engager une force mercenaire.

Certains partenaires extérieurs semblent plus enclins au dialogue. Par exemple, le Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a déclaré : « Il y aura des groupes avec lesquels nous pourrions parler, et qui verront un intérêt à ce dialogue pour devenir des acteurs politiques à l'avenir ». Guterres a toutefois exclu les groupes affiliés à l'Etat islamique, arguant qu'« il restait des acteurs dont le radicalisme terroriste est tel que rien ne pourra être envisagé avec eux ».¹⁴⁸ Partageant le même point de vue, l'ancien commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union Africaine, Smail Chergui, a encouragé les Etats africains à envisager le dialogue avec les jihadistes.¹⁴⁹ Mais le soutien manifeste des Nations unies à de tels pourparlers est peu probable, étant donné que l'ONU et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité ont désigné le GSIM comme une organisation terroriste liée à al-Qaeda.¹⁵⁰ D'autres puissances étrangères se sont abstenues de prendre position. De nombreux diplomates, y compris d'Allemagne et du Canada, affirment que les Etats du Sahel devraient trancher eux-mêmes la question du dialogue.¹⁵¹

¹⁴⁷ Voir Boubacar Haïdara, « Paris-Bamako, les non-dits de la passe d'armes », *Afrique XXI*, 12 novembre 2021.

¹⁴⁸ « Dialogue possible with certain Sahel jihadists : UN chief », *Defense Post*, 19 octobre 2020.

¹⁴⁹ « Sahel : un haut représentant de l'Union africaine appelle à explorer le dialogue avec les extrémistes », AFP, 16 octobre 2020.

¹⁵⁰ Le Canada, la Chine, les Etats-Unis, la France, le Japon, le Royaume-Uni, la Russie, l'Union européenne et l'OTAN figurent parmi les pays et organisations qui considèrent le GSIM comme une organisation terroriste.

¹⁵¹ Entretiens de Crisis Group, diplomates, Bamako, novembre 2020 ; Niamey, septembre 2020 ; et Ouagadougou, mars 2021.

V. Favoriser le dialogue avec le GSIM

L'impasse militaire et le borbier politique dans lesquels se trouve le Mali offrent aux autorités l'occasion de revoir leur approche du dialogue. Jusqu'à présent, l'acceptation tiède du dialogue par le gouvernement malien avait ouvert des canaux de communication avec les jihadistes affiliés au GSIM dans le centre du Mali, mais a offert peu de choses concrètes au-delà de l'échange de prisonniers et des cessez-le-feu ad hoc. Si le dialogue comporte des risques et suscitera certainement la controverse parmi les élites maliennes et les partenaires étrangers, il s'agit néanmoins d'un outil sous-exploité, qui pourrait changer la dynamique du conflit et peut-être même jeter les bases d'une paix à long terme.

Certes, les pourparlers seraient un saut dans l'inconnu qui comporte des dangers pour un gouvernement déjà affaibli par des luttes de pouvoir internes.¹⁵² Le dialogue avec les jihadistes est susceptible de polariser davantage la société malienne, en particulier si le gouvernement se montre prêt à accepter des compromis qui restreignent les libertés des personnes, notamment celles des femmes, ou privilégient les courants salafistes de l'islam au détriment des autres. Comme nous l'avons déjà indiqué, les élites laïques, les militants des droits humains et les musulmans soufis pourraient se mobiliser contre les pourparlers. Deuxièmement, on ne sait pas bien de quelle manière le dialogue affecterait la mise en œuvre de l'accord de paix d'Alger de 2015 et d'autres réformes prévues, telles que la révision de la constitution. Troisièmement, il pourrait entraver la capacité de l'Etat à honorer ses engagements internationaux – en particulier ceux concernant le respect des droits humains – qui sous-tendent le partenariat du Mali avec de nombreux acteurs étrangers. Certains partenaires extérieurs pourraient décider, en conséquence, de suspendre leur partenariat avec le Mali.

Enfin, étant donné la fragilité de l'Etat malien, le GSIM aura probablement le dessus lors d'éventuels pourparlers. Le dialogue pourrait également conférer une légitimité à la coalition jihadiste et, inversement, affaiblir la position des acteurs étrangers qui s'opposent catégoriquement à son idéologie et ont rejeté la possibilité de permettre au groupe d'empiéter sur la politique malienne.

Mais les huit dernières années ont montré qu'une approche militaire seule n'était pas une solution viable. En outre, le Mali serait mal avisé de compter sur la France et d'autres nations étrangères pour garder indéfiniment des effectifs importants dans le pays. Non seulement la détermination de ces acteurs semble incertaine, d'autant plus à la lumière des récentes ouvertures du Mali à Wagner, mais leur retrait pourrait également être aussi rapide que la décision unilatérale de la France de réorganiser Barkhane ou, d'ailleurs, que le retrait des Etats-Unis d'Afghanistan. Si les autorités maliennes envisageaient le dialogue maintenant, elles éviteraient au moins de devoir se précipiter pour négocier par désespoir de cause ou sous la pression de l'opinion publique, ce qui réduirait leur pouvoir de négociation.

¹⁵² Des exemples notables de dialogue entre les gouvernements régionaux et les jihadistes sont les pourparlers de paix de 1999 en Algérie et un programme mauritanien, lancé en 2010, qui permet aux *oulémas* parrainés par l'Etat de dialoguer avec les insurgés emprisonnés. Dans les deux cas, de nombreux jihadistes ont accepté de faire défection. Les gouvernements algérien et mauritanien disposaient toutefois d'un pouvoir de négociation considérable, car ils avaient entamé les pourparlers en position de force face à des mouvements jihadistes affaiblis.

La quête d'une victoire militaire sans concession pourrait ne pas être à l'avantage du GSIM non plus. Comme nous l'avons mentionné plus haut, les forces antiterroristes ont désigné ag Ghali et Koufa comme des cibles prioritaires et se sont engagées à redoubler d'efforts pour les tuer. Le GSIM a jusqu'à présent survécu à l'élimination de plusieurs commandants de niveau intermédiaire, mais l'élimination d'ag Ghali porterait probablement un coup énorme au groupe, étant donné qu'il n'a a priori pas de successeur.

Il reste cependant un long chemin à parcourir avant qu'un tel dialogue puisse avoir lieu. Les autorités maliennes et les chefs du GSIM peuvent prendre quatre mesures concrètes pour faire des pourparlers une option viable. Premièrement, ils doivent renforcer leur engagement en faveur des pourparlers de paix et désamorcer la résistance dans leurs rangs. Deuxièmement, ils doivent nommer des équipes de négociation de haut niveau pour préparer les discussions. Troisièmement, le gouvernement malien devrait entamer un dialogue plus large sur le rôle de l'islam dans l'Etat et la société ; il pourrait le faire sous les auspices de consultations nationales planifiées. En établissant ce que les Maliens sont prêts à accepter, le dialogue pourrait déboucher sur des compromis potentiels qui pourraient façonner les positions de négociation des deux parties. Enfin, le gouvernement et les insurgés devraient décider qui pourrait servir de médiateur. Ces mesures permettraient de lever des obstacles importants au dialogue et d'envoyer un signal clair que les deux parties sont prêtes à rechercher un règlement par des moyens non militaires.

A. *Lever les résistances au dialogue*

Le gouvernement malien et les chefs du GSIM doivent d'abord rallier ceux qui résistent au dialogue. Les autorités maliennes devront persuader la France, en particulier, d'autoriser la tenue de pourparlers de haut niveau. Pour ce faire, les représentants de l'Etat devront s'impliquer dans des navettes diplomatiques et exposer les gains potentiels de ces discussions et la manière dont elles protégeraient les intérêts des partenaires étrangers.

Le soutien étranger aux pourparlers et une coordination étroite entre le Mali et ses partenaires seront les conditions essentielles d'un éventuel accord. Même si, encore une fois, la dynamique des pourparlers sera très différente de celle de l'Afghanistan, la prise de contrôle rapide de ce pays par les Taliban a montré combien il est important que le retrait des forces étrangères soit scrupuleusement coordonné avec un accord de paix entre le gouvernement et les insurgés. L'Etat ne devrait pas s'engager dans un dialogue sans le soutien de ses alliés internationaux. Parallèlement, les autorités maliennes devraient rassurer leurs partenaires étrangers sur le fait qu'elles conditionneront tout accord avec le GSIM à l'engagement de ce dernier à – pour le moins – s'abstenir d'attaquer les intérêts étrangers au Mali ou d'utiliser les bases maliennes pour mener des attaques dans d'autres pays et, dans la mesure de ses capacités, à empêcher les autres insurgés de le faire. A cet égard, les responsables maliens devraient faire en sorte que les chefs du GSIM respectent leur parole : ils ont affirmé qu'ils n'attaquaient que les pays qui les avaient attaqués tout en restant « en paix avec

ceux qui se comportaient pacifiquement avec eux ». ¹⁵³ Dans un cas de figure idéal, le GSIM romprait totalement ses liens avec al-Qaeda dans le cadre des négociations.

Le Mali et la France sont tous deux confrontés à un difficile exercice d'équilibre. Tout en affirmant sa volonté de dialogue, Bamako doit convaincre la France de maintenir ses troupes, qui ont jusqu'à présent contribué à empêcher les insurgés de s'emparer de villes importantes. Un retrait précipité ou une réduction drastique des forces françaises ferait très probablement pencher la balance du pouvoir en faveur du GSIM. Du côté français, Paris risque de perdre son influence sur les Etats sahéliens si elle continue à rejeter l'idée des pourparlers. Dans un climat de violence permanente, la pression intérieure en faveur du dialogue risque de continuer à monter au Mali et les autorités pourraient décider, à tort ou à raison, d'entamer ce dialogue sans le soutien de la France. Au lieu de s'obstiner dans leur opposition, les autorités françaises devraient laisser aux Maliens une certaine marge de manœuvre pour explorer de nouveaux moyens de résoudre le conflit. Paris pourrait également aider sous d'autres formes, par exemple en ajustant sa réponse militaire si le gouvernement malien et le GSIM décidaient d'entamer des pourparlers. ¹⁵⁴ Les troupes françaises pourraient suspendre ou limiter temporairement les opérations militaires dans les zones contrôlées par le GSIM pendant la durée des pourparlers. Paris pourrait également conditionner un retrait à l'engagement ferme du GSIM à faire des concessions.

Il est certain qu'à l'approche des élections au Mali (initialement prévue en février 2022 et reportées sine die) et en France (en avril 2022), les discussions exploratoires doivent être menées au bon moment. ¹⁵⁵ Les autorités intérimaires du Mali sont confrontées à un délai serré pour achever la transition, tandis que le coup d'Etat de mai 2021, le deuxième en moins d'un an dans le pays, avait suscité des inquiétudes quant à la réelle intention de la junte de céder le pouvoir. ¹⁵⁶ De même, la politique étrangère au Sahel et dans la région est susceptible d'influencer, même de manière marginale, l'opinion publique française alors que la campagne des élections présidentielles démarre. Emmanuel Macron, qui briguera probablement un second mandat, pourrait durcir son opposition aux pourparlers avec les jihadistes qui ont le sang de soldats français sur les mains. Les nouveaux élus, qui disposeront d'un nouveau mandat dans l'un ou l'autre pays, pourraient être mieux placés pour évaluer attentivement l'importance du dialogue.

Pour leur part, les chefs du GSIM devront assouplir leur position sur la présence de troupes étrangères dans la région. Le dialogue ne pourra pas voir le jour dans un avenir proche si les jihadistes continuent de conditionner les pourparlers au retrait de ces forces. Au contraire, le rôle des forces étrangères devrait être un sujet de discussion lors des négociations. Certains responsables du gouvernement malien s'opposent

¹⁵³ Voir « Quinze morts et un énorme butin dans une attaque contre un avant-poste militaire », op. cit.

¹⁵⁴ Rapport Afrique de Crisis Group N°261, *Frontière Niger-Mali : Mettre l'outil militaire au service d'une approche politique*, 12 juillet 2018.

¹⁵⁵ En novembre 2021, le gouvernement a confirmé qu'il ne serait pas en mesure d'organiser les élections avant février et que la période de transition devrait être étendue. A ce jour, aucune nouvelle échéance n'a été fixée. « Mali : Elections présidentielles du 27 février 2022 : Le report confirmé », *Le Combat*, 9 novembre 2021.

¹⁵⁶ Rapport Afrique de Crisis Group N°304, *Transition au Mali : préserver l'aspiration au changement*, 21 septembre 2021.

également aux liens qu'entretient le GSIM avec le réseau transnational d'al-Qaeda ainsi qu'avec les insurgés étrangers dans ses rangs, ce qui constitue un nouvel obstacle. Tandis que les autorités maliennes devraient s'efforcer de convaincre la France d'assumer un rôle secondaire, les chefs du GSIM devraient, de leur côté, tenter de réévaluer les liens du GSIM avec ses affiliés étrangers, en particulier AQMI, mais aussi avec les combattants étrangers de la Katiba al-Furqan. Dans le cadre des négociations, les représentants de l'Etat pourraient faire pression pour que le GSIM interrompe toute relation avec al-Qaeda pendant les pourparlers. Il existe un précédent : Hei'at Tahrir al-Sham – anciennement affilié à al-Qaeda et impliqué dans la guerre civile syrienne – a rompu avec le réseau transnational en partie pour tenter d'être accepté par la communauté internationale.¹⁵⁷

B. *Nomination des négociateurs*

Le gouvernement malien et les chefs du GSIM enverraient un signal clair sur leurs intentions s'ils nommaient des négociateurs crédibles. Ces équipes devraient définir des stratégies et des priorités de négociation. Compte tenu de l'éventail des sujets potentiels, les équipes de médiation devraient inclure des dirigeants politiques de haut niveau, des *oulémas* et d'autres notables.¹⁵⁸

Du côté du gouvernement, cette équipe devrait être composée de personnalités de premier plan ayant l'expérience et la compréhension des perspectives jihadistes. L'Etat ne manque pas de négociateurs capables de le représenter. Comme mentionné plus haut, les gouvernements maliens ont déjà eu l'occasion de nommer des *oulémas*, des responsables politiques de haut niveau, des représentants du nord et, plus récemment, des agents des services de renseignement pour engager le dialogue avec les jihadistes. Les agents des services de renseignements peuvent être efficaces pour négocier des accords transactionnels et cacher à l'opinion publique des discussions potentiellement embarrassantes ou litigieuses, mais les discussions sur les principes politiques, institutionnels et religieux fondamentaux devraient être traitées par des intermédiaires politiques et religieux expérimentés. Etant donné la nécessité de discuter du rôle de l'islam dans la vie publique, la médiation devrait inclure – sans s'y limiter – des *oulémas* et des dirigeants communautaires influents.¹⁵⁹

Pour sa part, le GSIM pourrait avoir besoin de créer un bureau politique dans un autre pays, semblable à celui que les Taliban avaient établi pour les pourparlers du Qatar, qui a joué un rôle crucial pour faciliter le dialogue entre les insurgés afghans

¹⁵⁷ « The Jihadist Factor in Syria's Idlib: A Conversation with Abu Muhammad al-Jolani », commentaire de Crisis Group, 20 février 2020.

¹⁵⁸ Les élites politiques pourraient traduire les demandes des jihadistes en termes politiquement acceptables et y répondre en conséquence. Le gouvernement doit également faire appel à des *oulémas*, car la religion est un point d'entrée pour le dialogue. Les chefs religieux sont crédibles lorsqu'ils discutent des exigences de la Charia. Les notables traditionnels tels que les chefs ont parfois des liens familiaux avec les chefs jihadistes.

¹⁵⁹ Koufa a précédemment exhorté le gouvernement malien à envoyer trois *oulémas* pour des pourparlers, à savoir Dicko, Cheikh Mahi Banikane et Oumar Dia. Voir le rapport de Crisis Group, *Parler aux jihadistes au centre du Mali : le dialogue est-il possible ?*, op. cit. D'autre part, le chef coutumier de l'Adagh, l'Amenokal Mohamed ag Intalla, a tenté de faciliter les pourparlers entre le gouvernement malien et les chefs du GSIM. Entretien de Crisis Group, Mohamed ag Intalla, Kidal, décembre 2019.

et le monde extérieur. Ce bureau pourrait se tenir en Mauritanie ou en Algérie, même si l'impasse diplomatique actuelle entre Paris et Alger compliquerait la création d'un bureau politique dans ce pays.¹⁶⁰

Idéalement, l'équipe de négociation du GSIM devrait être composée de Maliens et d'au moins un commandant en chef, qu'il s'agisse d'ag Ghali, de Koufa ou d'ag Hitta, ce dernier étant l'architecte de l'échange de prisonniers. Ag Ghali et Koufa font tous deux l'objet de sanctions internationales, notamment celles imposées par les Nations unies, les Etats-Unis et la France, tandis qu'en France, beaucoup accusent ag Hitta d'avoir ordonné l'assassinat de deux journalistes français. Si ces hommes font partie de l'équipe de négociation, les partenaires étrangers du Mali devront suspendre les sanctions afin de leur permettre de se rendre dans le pays où le dialogue est organisé. Dans le cas des Taliban, les Nations unies ont fait de même pour certains chefs insurgés.¹⁶¹

C. *Un dialogue plus large sur la Charia et la laïcité*

Jusqu'à présent, les deux parties ont des attentes maximalistes qui contrastent avec leur attitude pragmatique sur le terrain. Les insurgés exigent des changements conformes à leur discours idéologique, visant à imposer leur version ultra-conservatrice de l'islam à l'Etat, à ses institutions et au public malien. A l'inverse, le gouvernement malien défend le principe de laïcité. Les divergences qui séparent les deux parties semblent si gigantesques que beaucoup doutent qu'un compromis soit possible. Pourtant, les deux parties pourraient trouver un terrain d'entente lors des discussions, notamment sur le rôle du *qadi*.

Le rôle de l'islam dans la société malienne sera inévitablement abordé, mais la mise en œuvre de la Charia, en particulier, est une question qui concerne avant tout le peuple malien et qui ne doit pas être laissée aux seuls protagonistes d'en décider. Le gouvernement malien devrait donc faciliter un débat public sur le rôle de l'islam dans la détermination des principes institutionnels et politiques de l'Etat, de l'administration de la justice et des codes de moralité publique.

La religion fait partie de la vie quotidienne au Mali, et l'insurrection n'a fait qu'intensifier le débat sur le rôle de l'islam dans la société et la politique.¹⁶² Les habitants des zones rurales qui tentent de régler des problèmes familiaux ou des litiges fonciers ont longtemps préféré la jurisprudence traditionnelle ou religieuse aux tribunaux modernes.¹⁶³ Certaines enquêtes suggèrent qu'une proportion significative de

¹⁶⁰ Il y a deux obstacles principaux à ce que l'Algérie serve d'hôte. Premièrement, Paris pourrait s'y opposer, compte tenu de la détérioration de ses relations avec Alger. Deuxièmement, l'Algérie a accueilli Ansar Dine en 2012, encourageant le groupe à négocier un règlement d'abord avec d'autres rebelles, puis avec le gouvernement malien. Voir Djallil Lounnas, « La stratégie algérienne face à AQMI », *Politique étrangère*, vol. 78, no. 3 (2013), p. 147-157. Ansar Dine fait désormais partie d'un groupe jihadiste qui a prêté allégeance à AQMI, qui combat le gouvernement algérien sur son propre territoire.

¹⁶¹ « UN sanctions dropped against 5 senior Taliban », Reuters, 10 juillet 2010.

¹⁶² Les données d'enquête recueillies tant au Mali qu'au Burkina Faso ont montré l'importance de la religion dans la société malienne. De nombreux Maliens souhaiteraient que la religion joue un rôle plus important dans les affaires de l'Etat. Rapport Afrique de Crisis Group N°249, *Islam et politique au Mali : entre réalité et fiction*, 18 juillet 2017.

¹⁶³ Voir Mamadou Bodian, Aurélien Tobie et Myriam Marending, « The Challenges of Governance, Development and Security in the Central Regions of Mali », SIPRI, mars 2020.

Maliens souhaiterait que la religion occupe une place plus importante dans la vie publique. Selon un sondage Afrobaromètre de 2018, par exemple, 55 pour cent des personnes interrogées ont déclaré que l'islam devrait devenir la religion officielle du Mali, tandis que près de la moitié (46 pour cent) étaient favorables à la mise en œuvre de la Charia, sans préciser quelles dispositions devraient être appliquées.¹⁶⁴ Un débat public sur le rôle de l'islam serait une entreprise compliquée et sensible, mais qui pourrait aider à dessiner les contours de compromis et de concessions possibles entre le gouvernement et les chefs du GSIM. Les deux parties pourraient alors utiliser les résultats pour réfléchir à leurs propres positions avant d'entamer des négociations.

Le moment est propice. Le gouvernement de transition s'est engagé à organiser des consultations nationales sur les principales réformes politiques et institutionnelles, y compris une révision constitutionnelle. Les préparatifs de ces Assises nationales de la Refondation sont déjà en cours. Le gouvernement pourrait élargir les Assises pour y inclure des discussions sur le rôle de l'islam dans les affaires locales, régionales et nationales. En outre, ces discussions pourraient être bénéfiques dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de l'accord de paix d'Alger de 2015, notamment la valorisation du rôle des *qadis*.

Le gouvernement malien et les jihadistes semblent s'accorder sur la pertinence des *qadis*, même si les points de vue divergent quant à l'étendue de leurs compétences. Le gouvernement ayant donné son aval dans l'accord d'Alger, le ministère de la Justice élabore depuis 2019 un projet de loi visant à renforcer la fonction de *qadi* et le rôle des autorités traditionnelles dans tout le Mali.¹⁶⁵ Les jihadistes, quant à eux, permettent aux habitants des zones qu'ils contrôlent de choisir leurs propres juges. La plupart des *qadis* du nord et du centre du Mali s'appuient sur les textes clés de la jurisprudence malikite pour rendre leurs décisions. Sous le régime des jihadistes, les *qadis* couvrent toutes les questions judiciaires, tandis que le gouvernement soutient un double système dans lequel les tribunaux islamiques et modernes se complètent, une pratique courante dans le centre du Sahel. Le gouvernement pourrait conditionner la formalisation du rôle des *qadis* à l'acceptation par les jihadistes des tribunaux laïques.

Le gouvernement malien et les jihadistes pourraient également tirer des leçons d'autres pays de la région, comme la Mauritanie et le Nigeria, pour concilier les croyances religieuses avec le caractère républicain de l'Etat. Par exemple, l'Etat central pourrait permettre aux districts d'adopter des lois conformes au système de croyances locales prédominant, tout en respectant les croyances minoritaires, peut-être en renvoyant leurs affaires aux juridictions coutumières ou aux tribunaux gouvernementaux. Les communautés rurales auraient ainsi leur mot à dire sur la manière dont elles sont gouvernées, ce qui pourrait renforcer la légitimité de l'Etat si la population considère que cette mesure répond aux besoins locaux. Des opportunités de dialogue pourraient être créées en sortant ainsi des sentiers battus.

¹⁶⁴ « Malians split on role of Islam in country, but majority feel politicians use religion to rule », Afrobaromètre, juin 2018. Une enquête précédente, menée par le Pew Research Center en 2009, a révélé que 62 pour cent des personnes interrogées souhaitaient que les chefs religieux arbitrent les conflits familiaux ou de propriété.

¹⁶⁵ Voir Abdoulaye Ouattara, « Mali : Administration de la justice au Mali : vers une loi pour la valorisation du rôle des Cadis », Maliactu, 20 septembre 2019.

Les responsables maliens, s'ils s'engageant dans des discussions sur ces questions, seront certainement critiqués par des alliés extérieurs et des élites laïques nationales. L'idée de la Charia suscite généralement la consternation dans les capitales occidentales. Les responsables maliens pourraient considérer qu'un débat religieux soutenu par l'Etat, et éventuellement un accord avec les jihadistes, porterait atteinte au caractère laïc de l'Etat. Un dialogue plus large sur le sujet est donc d'autant plus important. Cela dit, il est peu probable que l'officialisation des tribunaux de la Charia, qui rendent déjà des jugements et règlent des différends dans certaines régions du pays, modifie de manière significative les pratiques existantes.

D. *Trouver un médiateur*

Le dialogue entre le gouvernement malien et le GSIM risque de se heurter à des obstacles qui pourraient être insurmontables sans les services d'un médiateur expérimenté et acceptable pour les deux parties.

Plusieurs pays pourraient assumer ce rôle. L'Algérie a une certaine influence sur les chefs du GSIM, car elle peut restreindre leurs mouvements en resserrant la frontière ou refuser l'asile à leurs familles. Le pays a négocié un accord avec un mouvement jihadiste d'origine locale. De plus, Alger a déjà servi de médiateur entre le gouvernement malien et les groupes rebelles, même si les résultats ont été mitigés. De nombreux observateurs, dont Crisis Group, ont critiqué l'accord de 2015 négocié par Alger, car les médiateurs internationaux ont imposé leurs propres priorités pendant les pourparlers, limitant ainsi le temps consacré aux échanges entre les belligérants, et la mise en œuvre a pris du retard.¹⁶⁶

Le Qatar pourrait être une option, compte tenu de ses antécédents en tant que facilitateur des pourparlers entre les Etats-Unis et les Taliban. Doha pourrait être en mesure de gagner la confiance du gouvernement malien et du GSIM, même si son implication risquerait d'aliéner le principal rival du Qatar dans le Golfe, les Emirats arabes unis.¹⁶⁷

Enfin, la Mauritanie a de l'expérience dans les initiatives de débats religieux entre les jihadistes et les oulémas locaux, mais elle manque d'expertise technique en matière de médiation. D'autres alternatives incluent la Norvège ou la Suisse, qui ont une expérience significative en la matière.

Le médiateur aura besoin d'une assistance technique pour esquisser des propositions de compromis, notamment sur les réformes constitutionnelles, la réforme de la justice, le désarmement et la structure d'une nouvelle armée. Des ONG de médiation indépendantes pourraient fournir de tels conseils. Des organisations telles que le Centre pour le dialogue humanitaire, basé en Suisse, et Promediation, basé à Paris, ont engagé des discussions formelles ou informelles avec des représentants de l'Etat et des jihadistes depuis des années et disposent des compétences et des connaissances nécessaires pour les aider.

¹⁶⁶ Pour en savoir plus sur l'accord de paix d'Alger de 2015, voir le rapport Afrique de Crisis Group N°226, *Mali : la paix à marche forcée ?*, 22 mai 2015.

¹⁶⁷ Bien qu'il soit difficile d'anticiper la réaction des autres partenaires, les rivalités intra-Golfe pourraient compliquer le choix du Qatar comme pays hôte et médiateur dans la crise malienne. Hannah Armstrong, « La Turquie au Sahel », commentaire de Crisis Group, 27 juillet 2021.

VI. Conclusion

Le moment est venu pour le gouvernement malien et le GSIM de passer à la vitesse supérieure et de s'engager dans des discussions de haut niveau. Les deux parties semblent voir dans le dialogue une occasion à saisir. La France, dont les efforts de lutte contre le terrorisme dans la région ont contribué à maintenir le statu quo meurtrier, a commencé à montrer des signes de fatigue face à la détérioration de la situation sécuritaire et à l'instabilité politique croissante du Mali. Pourtant, la résistance aux pourparlers reste forte, tant au Mali que chez ses partenaires extérieurs. Les protagonistes hésitent également à déterminer de quoi ils veulent parler, comment ils voudraient parler et, surtout, quels compromis ils sont prêts à faire pour parvenir à un règlement politique. Alors que la victoire militaire reste hors de portée pour les deux parties et que le nombre de morts ne cesse d'augmenter, le gouvernement malien et les insurgés devraient prendre des mesures concrètes pour créer les conditions du dialogue en préparant le terrain, en nommant des équipes de négociation et en choisissant un médiateur. Le dialogue ne résoudra pas tous les problèmes soulevés par l'insurrection jihadiste au Mali, et ne devrait pas signifier la fin immédiate des opérations militaires. Mais il peut à tout le moins améliorer les perspectives d'un éventuel règlement, dans un contexte où la stratégie militaire seule a de moins en moins de chances de permettre de sortir de l'impasse violente dans laquelle se trouve la région.

Bamako/Dakar/Bruxelles, 10 décembre 2021

Annexe A : Divers degrés de présence du GSIM dans les cercles du Mali

Cette classification a été établie par Crisis Group sur la base d'informations provenant de diverses sources, notamment des recherches sur le terrain, des données du Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), et des données sur la fermeture des écoles du Cluster Education Mali.

DÉFINITIONS

1. Présence hégémonique

Cercles dans lesquels le GSIM exerce une influence étendue, contrôlant sinon l'ensemble du district, du moins la plupart des zones situées en dehors des grandes villes. Le groupe met souvent en place une structure de gouvernance qui lui permet de fournir des services de base tels que l'éducation et l'assistance médicale, ainsi que d'assurer l'application de la loi et la justice – notamment en matière de conflits fonciers – selon sa conception de la Charia.

2. Présence contestée

Cercles dans lesquels le GSIM ne contrôle que certaines zones, d'où il peut exercer une influence sur certains villages, même si sa présence est fortement contestée par les forces de sécurité gouvernementales ou d'autres groupes armés locaux non étatiques, ce qui réduit sa capacité à exercer un contrôle total sur la zone.

3. Activité marginale

Cercles dans lesquels le GSIM a mené de multiples incursions et attaques contre des civils et des forces de sécurité sans parvenir à y établir une présence physique durable.

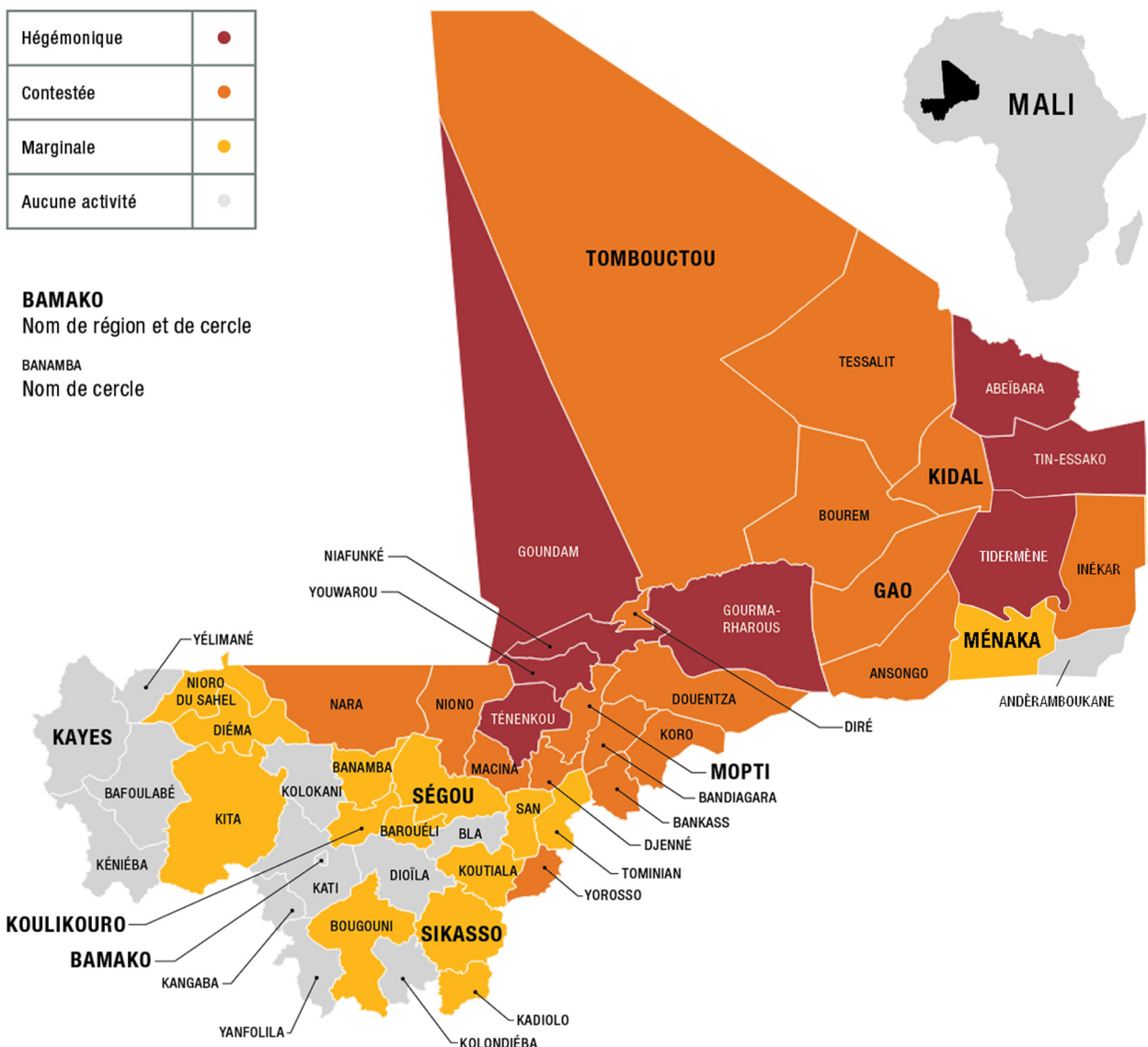
4. Aucune activité

Cercles dans lesquels le GSIM n'est pas ouvertement actif, mais où l'existence de cellules jihadistes inactives reste possible.

Hégémonique	●
Contestée	●
Marginale	●
Aucune activité	●

BAMA
Nom de région et de cercle

BANAMBA
Nom de cercle



Annexe B : A propos de l'International Crisis Group

L'International Crisis Group est une organisation non gouvernementale indépendante à but non lucratif qui emploie près de 120 personnes présentes sur les cinq continents. Elles élaborent des analyses de terrain et font du plaidoyer auprès des dirigeants dans un but de prévention et de résolution des conflits armés.

La recherche de terrain est au cœur de l'approche de Crisis Group. Elle est menée par des équipes d'analystes situées dans des pays ou régions à risque ou à proximité de ceux-ci. À partir des informations recueillies et des évaluations de la situation sur place, Crisis Group rédige des rapports analytiques rigoureux qui s'accompagnent de recommandations pratiques destinées aux dirigeants politiques internationaux, régionaux et nationaux. Crisis Group publie également *CrisisWatch*, un bulletin mensuel d'alerte précoce offrant régulièrement une brève mise à jour de la situation dans plus de 80 situations de conflit (en cours ou potentiel).

Les rapports de Crisis Group sont diffusés à une large audience par courrier électronique. Ils sont également accessibles au grand public via le site internet de l'organisation : www.crisisgroup.org. Crisis Group travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et ceux qui les influencent, notamment les médias, afin d'attirer leur attention et de promouvoir ses analyses et recommandations politiques.

Le Conseil d'administration de Crisis Group, qui compte d'éminentes personnalités du monde politique, diplomatique, des affaires et des médias, s'engage directement à promouvoir les rapports et les recommandations auprès des dirigeants politiques du monde entier. Le Conseil d'administration est présidé par Frank Giustra, Président-directeur général du groupe Fiore et Fondateur de la fondation Radcliffe, ainsi que par Susana Malcorra, ancienne Ministre des affaires étrangères de l'Argentine et cheffe de cabinet du Secrétaire général des Nations Unies.

Le président-directeur général Rob Malley a quitté ses fonctions en janvier 2021, pour devenir le nouvel envoyé spécial des Etats-Unis pour l'Iran. Deux membres de longue date de l'organisation ont repris la direction par intérim pendant son remplacement. Richard Atwood, responsable de la politique générale, est nommé président par intérim, aux côtés de Comfort Ero, directrice du pro-programme Afrique, nommée vice-présidente par intérim.

Le siège d'International Crisis Group est situé à Bruxelles et l'organisation a des bureaux dans sept autres villes : Bogota, Dakar, Kaboul, Nairobi, Londres, New York et Washington, DC. Elle est également présente dans les villes suivantes : Abuja, Addis-Abeba, Bahreïn, Bakou, Bangkok, Beyrouth, Caracas, Gaza, Djouba, Guatemala, Jérusalem, Johannesburg, Kaboul, Kiev, Manille, Mexico, Moscou, Séoul, Tbilisi, Toronto, Tripoli, Tunis et Yangon.

Crisis Group reçoit le soutien financier d'un grand nombre de gouvernements, de fondations et de donateurs privés. Les idées, opinions et commentaires exprimés par Crisis Group sont propres à l'organisation et ne reflètent pas ceux de ses donateurs. Actuellement, Crisis Group entretient des relations avec les agences et départements gouvernementaux suivants: Affaires mondiales Canada, Agence française de développement, Agence autrichienne pour le développement, Agence Japonaise de Coopération Internationale, Banque Mondiale, Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume Uni, Département des Affaires étrangères d'Irlande, Département fédéral des Affaires étrangères de la Confédération suisse, Emirats arabes unis (Ministère des Affaires étrangères et de la coopération internationale et Académie diplomatique Anwar Gargash), Fonds d'affectation spéciale d'urgence pour l'Afrique de l'Union européenne, Instrument contribuant à la stabilité et à la paix de l'Union européenne, Ministère australien des Affaires étrangères et du commerce, Ministère danois des Affaires étrangères, Ministère des Affaires étrangères du Qatar, Ministère de la Défense nationale canadienne, Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, Ministère luxembourgeois des Affaires étrangères et européennes, Ministère néerlandais des Affaires étrangères, Ministère norvégien des Affaires étrangères, Ministère suédois des Affaires étrangères, le Ministère des Affaires étrangères de la Principauté du Liechtenstein, et le Programme des Nations Unies pour le développement.

Crisis Group entretient aussi des relations avec les fondations et organisations suivantes: Carnegie Corporation of New York, Ford Foundation, Global Challenges Foundation, Henry Luce Foundation, John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, Open Society Foundations, Ploughshares Fund, Robert Bosch Stiftung, Rockefeller Brothers Fund, Stiftung Mercator, et Wellspring Philanthropic Fund.

Annexe C : Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2018

Rapports et Briefings Spéciaux

Council of Despair? The Fragmentation of UN Diplomacy, Briefing spécial N°1, 30 avril 2019.

Seven Opportunities for the UN in 2019-2020, Briefing spécial N°2, 12 septembre 2019.

Seven Priorities for the New EU High Representative, Briefing spécial N°3, 12 décembre 2019.

Covid-19 et conflits : sept tendances à surveiller, Briefing spécial N°4, 24 mars 2020 (aussi disponible en anglais et en espagnol).

A Course Correction for the Women, Peace and Security Agenda, Briefing spécial N°5, 9 décembre 2020.

Ten Challenges for the UN in 2021-2022, Briefing spécial N°6, 13 septembre 2021.

Afrique

A Tale of Two Councils: Strengthening AU-UN Cooperation, Rapport Afrique N°279, 25 juin 2019.

The Price of Peace: Securing UN Financing for AU Peace Operations, Rapport Afrique N°286, 31 janvier 2020.

Huit Priorités pour l'Union africaine, Briefing Afrique, N°151, 7 février 2020 (aussi disponible en anglais).

Nouveaux modes de financement de l'UE en faveur de la paix et de la sécurité africaines, Rapport Afrique N°297, 14 janvier 2021 (aussi disponible en anglais).

Huit priorités pour l'Union africaine en 2021, Briefing Afrique N°166, 3 février 2021 ((aussi disponible en anglais).

Afrique australe

Four Conflict Prevention Opportunities for South Africa's Foreign Policy, Briefing Afrique N°152, 27 mars 2020.

All That Glitters is Not Gold: Turmoil in Zimbabwe's Mining Sector, Rapport Afrique N°294, 24 November 2020.

How South Africa Can Nudge Zimbabwe toward Stability, Briefing Afrique N°164, 17 décembre 2020.

Stemming the Insurrection in Mozambique's Cabo Delgado, Africa Report N°303, 11 June 2021 (aussi disponible en portugais).

Afrique centrale

Sept priorités pour l'Union africaine en 2018, Briefing Afrique N°135, 17 janvier 2018 (aussi disponible en anglais).

Poker électoral en RD Congo, Rapport Afrique N°259, 4 avril 2018 (aussi disponible en anglais).

La crise anglophone au Cameroun : comment l'Eglise catholique peut encourager le dialogue, Briefing Afrique N°138, 26 avril 2018 (aussi disponible en anglais).

Poker électoral en RDC : les enjeux montent, Briefing Afrique N°139, 8 juin 2018 (aussi disponible en anglais).

RDC : l'onde de choc Bemba, Briefing Afrique N°140, 15 juin 2018 (aussi disponible en anglais).

Extrême-Nord du Cameroun : nouveau chapitre dans la lutte contre Boko Haram, Rapport Afrique N°263, 14 août 2018 (aussi disponible en anglais).

Soutenir la population burundaise face à la crise économique, Rapport Afrique N°264, 31 août 2018 (aussi disponible en anglais).

Election présidentielle au Cameroun : les fractures se multiplient, Briefing Afrique N°142, 3 octobre 2018 (aussi disponible en anglais).

Tchad : désamorcer les tensions dans la bande sahélienne, Rapport Afrique N°266, 5 décembre 2018 (aussi disponible en anglais).

Crise anglophone au Cameroun : comment arriver aux pourparlers, Rapport Afrique N°272, 2 mai 2019 (aussi disponible en anglais).

Tchad : sortir de la confrontation à Miski, Rapport Afrique N°274, 17 mai 2019.

Dernier accord de paix en RCA : les conditions du succès, Rapport Afrique N°277, 18 juin 2019 (aussi disponible en anglais).

Burundi : à court d'options, Rapport Afrique N°278, 20 juin 2019 (aussi disponible en anglais).

A New Approach for the UN to Stabilise the DR Congo, Briefing Afrique N°148, 4 décembre 2019.

Eviter la reprise des violences communautaires à l'Est du Tchad, Rapport Afrique N°284, 30 décembre 2019 (aussi disponible en anglais).

Éviter les guerres par procuration dans l'est de la RDC et les Grands Lacs, Briefing Afrique N°150, 23 janvier 2020 (aussi disponible en anglais et portugais).

Premier pas vers la réforme au Burundi : mettre un terme au système de contributions forcées, Briefing Afrique N°153, 8 avril 2020 (aussi disponible en anglais).

Eviter le conflit dans le coeur minier de la RD Congo, Rapport Afrique N°290, 30 juin 2020 (aussi disponible en anglais).

RD Congo : en finir avec la violence cyclique en Ituri, Rapport Afrique N°292, 15 juillet 2020 (aussi disponible en anglais).

Apaiser les tensions ethno-politiques au Cameroun, en ligne et hors ligne, Rapport Afrique N°295, 3 décembre 2020.

Réduire les tensions électorales en République centrafricaine, Rapport Afrique, 10 décembre 2020.

Les défis de l'armée tchadienne, Rapport Afrique N°298, 22 janvier 2021 (seulement disponible en français).

Afrique de l'Ouest

Preventing Boko Haram Abductions of School-children in Nigeria, Briefing Afrique N°137, 12 avril 2018.

Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique, Rapport Afrique N°261, 12 juin 2018.

Stopping Nigeria's Spiralling Farmer-Herder Violence, Rapport Afrique N°262, 26 juillet 2018.

Narcotrafic, violence et politique au Nord du Mali, Rapport Afrique N°267, 13 décembre 2018 (aussi disponible en anglais).

Nigeria's 2019 Elections: Six States to Watch, Rapport Afrique N°268, 21 décembre 2018.

Facing the Challenge of the Islamic State in West Africa Province, Rapport Afrique N°273, 16 mai 2019.

Returning from the Land of Jihad: The Fate of Women Associated with Boko Haram, Rapport Afrique N°275, 21 mai 2019.

Parler aux jihadistes au centre du Mali : le dialogue est-il possible ?, Rapport Afrique N°276, 28 mai 2019 (aussi disponible en anglais).

L'Afrique de l'Ouest face au risque de contagion jihadiste, Briefing Afrique N°149, 20 décembre 2019 (aussi disponible en anglais)

Garder le trafic sous contrôle dans le Nord du Niger, Rapport Afrique N°285, 6 janvier 2020 (aussi disponible en anglais).

Burkina Faso : sortir de la spirale des violences, Rapport Afrique N°287, 24 février 2020 (aussi disponible en anglais).

Le Sahel central, théâtre des nouvelles guerres climatiques ? Briefing Afrique N°154, 24 avril 2020 (aussi disponible en anglais).

Violence in Nigeria's North West: Rolling Back the Mayhem, Rapport Afrique N°288, 18 mai 2020.

Court-circuiter l'Etat islamique dans la région de Tillabéri au Niger, Rapport Afrique N°289, 3 juin 2020 (aussi disponible en anglais).

What Role for the Multinational Joint Task Force in Fighting Boko Haram?, Rapport Afrique N°291, 7 juillet 2020.

Côte d'Ivoire : reporter pour dialoguer, Briefing Afrique N°161, 29 septembre 2020 (aussi disponible en anglais).

Enrayer la communautarisation de la violence au centre du Mali, Rapport Afrique N°293, 9 novembre 2020 (aussi disponible en anglais).

Réordonner les stratégies de stabilisation du Sahel, Rapport Afrique N°299, 1 février 2021 (aussi disponible en anglais).

An Exit from Boko Haram? Assessing Nigeria's Operation Safe Corridor, Briefing Afrique N°170, 19 mars 2021.

Sud-ouest du Niger : prévenir un nouveau front insurrectionnel, Rapport Afrique N°301, 29 avril 2021 (aussi disponible en anglais).

Ending Nigeria's Herder-Farmer Crisis: The Livestock Reform Plan, Africa Report N°302, 4 May 2021.

Niger : éviter l'aggravation des violences contre les civils à Tillabéri, Briefing Afrique N°172, 28 mai 2021 (aussi disponible en anglais).

Transition au Mali : préserver l'aspiration au changement, Rapport Afrique N°304, 21 septembre 2021.

Corne de l'Afrique

After Kenya's Leaders Reconcile, a Tough Path Ahead, Briefing Afrique N°136, 13 mars 2018.

Somalia and the Gulf Crisis, Rapport Afrique N°260, 5 juin 2018.

Averting War in Northern Somalia, Briefing Afrique N°141, 27 juin 2018.

Al-Shabaab Five Years after Westgate: Still a Menace in East Africa, Rapport Afrique N°265, 21 septembre 2018.

Improving Prospects for a Peaceful Transition in Sudan, Briefing Afrique N°143, 14 janvier 2019.

Managing Ethiopia's Unsettled Transition, Rapport Afrique N°269, 21 février 2019.

Salvaging South Sudan's Fragile Peace Deal, Rapport Afrique N°270, 13 mars 2019.

Bridging the Gap in the Nile Waters Dispute, Rapport Afrique N°271, 20 mars 2019.

Averting Violence in Zanzibar's Knife-edge Election, Briefing Afrique N°144, 11 juin 2019.

Women and Al-Shabaab's Insurgency, Briefing Afrique N°145, 27 juin 2019.

Time for Ethiopia to Bargain with Sidama over Statehood, Briefing Afrique N°146, 4 juillet 2019.

Somalia-Somaliland: The Perils of Delaying New Talks, Rapport Afrique N°280, 12 juillet 2019.

Safeguarding Sudan's Revolution, Rapport Afrique N°281, 21 octobre 2019.

Déjà Vu: Preventing Another Collapse in South Sudan, Briefing Afrique N°147, 4 novembre 2019.

Reprendre en main la ruée vers l'or au Sahel central, Rapport Afrique N°282, 13 novembre 2019 (aussi disponible en anglais).

Keeping Ethiopia's Transition on the Rails, Rapport Afrique N°283, 16 décembre 2019.

COVID-19 in Somalia: A Public Health Emergency in an Electoral Minefield, Briefing Afrique N°155, 8 mai 2020.

Bridging the Divide in Ethiopia's North, Briefing Afrique N°156, 12 juin 2020.

Financing the Revival of Sudan's Troubled Transition, Briefing Afrique N°157, 23 juin 2020.

Ending the Dangerous Standoff in Southern Somalia, Briefing Afrique N°158, 14 juillet 2020.

How to Shield Education from Al-Shabaab in Kenya's North East, Briefing Afrique N°159, 22 juillet 2020.

Toward an End to Ethiopia's Federal-Tigray Feud, Briefing Afrique N°160, 14 août 2020.

Steering Ethiopia's Tigray Crisis Away from Conflict, Briefing Afrique N°162, 30 octobre 2020.

Staving off Violence around Somalia's Elections, Briefing Afrique N°163, 10 novembre 2020.

Blunting Al-Shabaab's Impact on Somalia's Elections, Briefing Afrique N°165, 31 décembre 2020.

Toward a Viable Future for South Sudan, Rapport Afrique N°300, 5 février 2021.

Finding a Path to Peace in Ethiopia's Tigray Region, Briefing Afrique N°167, 11 février 2021.

The Rebels Come to Khartoum: How to Implement Sudan's New Peace Agreement, Briefing Afrique N°168, 23 février 2021.

South Sudan's Other War: Resolving the Insurgency in Equatoria, Briefing Afrique N°169, 25 février 2021.

Ethiopia's Tigray War: A Deadly, Dangerous Stalemate, Briefing Afrique N°171, 2 avril 2021.

Containing the Volatile Sudan-Ethiopia Border Dispute, Briefing Afrique N°173, 24 juin 2021.

Building on Somaliland's Successful Elections, Briefing Afrique N°174, 12 août 2021.

Oil or Nothing: Dealing with South Sudan's Bleeding Finances, Rapport Afrique N°305, 6 octobre 2021.

Ethiopia's Civil War: Cutting a Deal to Stop the Bloodshed, Briefing Afrique N°175, 26 octobre 2021.

Annexe D : Conseil d'administration de l'International Crisis Group

PRESIDENT PAR INTERIM

Richard Atwood

Responsable de la politique générale de Crisis Group

VICE-PRESIDENT PAR INTERIM

Comfort Ero

Directrice du programme Afrique de Crisis Group

COPRÉSIDENTS

Frank Giustra

Président-directeur général, Fiore Group

Susana Malcorra

Ancienne ministre des Affaires étrangères d'Argentine

AUTRES MEMBRES DU CONSEIL

Fola Adeola

Fondateur et président, FATE Foundation

Hushang Ansary

Président, Parman Capital Group LLC ; ancien ambassadeur d'Iran aux Etats-Unis et ministre des Finances et des Affaires économiques

Gérard Araud

Ancien ambassadeur de France aux États-Unis

Carl Bildt

Ancien ministre des Affaires étrangères de la Suède

Emma Bonino

Ancienne ministre italienne des Affaires étrangères ; ancienne commissaire européenne pour l'aide humanitaire

Cheryl Carolus

Ancienne haute-commissaire de l'Afrique du Sud auprès du Royaume-Uni et secrétaire générale du Congrès national africain (ANC)

Maria Livanos Cattai

Ancienne secrétaire générale à la Chambre de commerce internationale

Ahmed Charai

Président-directeur général de Global Media Holding et éditeur de l'hebdomadaire marocain L'Observateur

Nathalie Delapalme

Directrice exécutive et membre du conseil de la fondation Mo Ibrahim

Alexander Downer

Ancien ministre des Affaires étrangères d'Australie et haut-commissaire du Royaume-Uni

Sigmar Gabriel

Ancien ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier allemand

Hu Shuli

Rédactrice en chef de Caixin Media ; professeure à l'université Sun Yat-sen

Mo Ibrahim

Fondateur et président, Fondation Mo Ibrahim ; fondateur, Celtel International

Wadah Khanfar

Cofondateur, forum Al Sharq ; ancien directeur général du réseau Al Jazeera

Nasser al-Kidwa

Président de la fondation Yasser Arafat ; ancien médiateur adjoint de l'ONU sur la Syrie

Bert Koenders

Ancien ministre néerlandais des Affaires étrangères et sous-secrétaire général des Nations Unies

Andrey Kortunov

Directeur général du Conseil russe pour les affaires internationales

Ivan Krastev

Président du Centre pour les stratégies libérales (Sofia) ; membre fondateur du conseil d'administration du Conseil européen des relations internationales

Tzipi Livni

Ancienne ministre des Affaires étrangères et vice-Premier ministre d'Israël

Helge Lund

Ancien président-directeur général de BG Group Limited et Statoil ASA

Lord (Mark) Malloch-Brown

Ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement

William H. McRaven

Amiral retraité de la marine américaine ayant servi comme 9ème commandant du commandement des opérations spéciales américaines

Shivshankar Menon

Ancien ministre indien des Affaires étrangères et conseiller à la sécurité nationale

Naz Modirzadeh

Directeur du programme sur le droit international et les conflits armés de la faculté de droit de Harvard

Federica Mogherini

Ancienne Vice-présidente de la Commission européenne et haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

Saad Mohseni

Président et directeur général de MOBY Group

Marty Natalegawa

Ancien ministre indonésien des Affaires étrangères, représentant permanent auprès de l'ONU et ambassadeur au Royaume-Uni

Ayo Obe

Présidente du conseil, Gorée Institute (Sénégal) ; avocate (Nigéria)

Meghan O'Sullivan

Ancienne conseillère U.S. adjointe pour la sécurité nationale en Iraq et en Afghanistan

Thomas R. Pickering

Ancien sous-secrétaire d'Etat américain ; ambassadeur des Etats-Unis aux Nations unies, en Russie, en Inde, en Israël, au Salvador, au Nigéria et en Jordanie

Kerry Propper

Associé directeur d'ATW Partners ; Fondateur et président de Chardan Capital

Ahmed Rashid

Auteur et journaliste spécialiste de la politique extérieure, Pakistan

Ghassan Salamé

Ancien envoyé spécial des Nations unies en Libye et chef de Mission d'appui des Nations Unies en Libye ; Ancien ministre de la culture du Liban ; Doyen fondateur de l'École des affaires internationales de Paris, Université de Sciences Po

Juan Manuel Santos Calderón

Ancien président de la Colombie ; Lauréat du Prix Nobel de la paix 2016

Ellen Johnson Sirleaf

Ancienne présidente de Libéria

Alexander Soros

Membre, Open Society Foundations

George Soros

Président, Open Society Institute ; président du Soros Fund Management

Lawrence H. Summers

Ancien directeur du Conseil de la sécurité économique et secrétaire du Trésor des Etats-Unis ; président émérite de l'Université de Harvard

Darian Swig

Fondatrice et présidente, Article 3 Advisors ; Co-fondatrice et présidente du conseil d'administration, Article3.org

Helle Thorning-Schmidt

Directrice générale de Save the Children International ; ancienne Première ministre du Danemark

Wang Jisi

Membre du comité de conseil en politique étrangère du ministère des Affaires étrangères chinois ; ancien directeur, Ecole des affaires internationales, Université de Pékin

CONSEILS D'ENTREPRISES

Un groupe de sociétés éminentes partageant une vision et des valeurs similaires à Crisis Group, qui offrent un soutien et font part de leur expertise afin de renforcer notre travail de prévention de conflits armés.

Conseil Présidentiel

ENTREPRISES	DONATEURS PRIVÉS	
BP	(2) Anonymous	Stephen Robert
Shearman & Sterling LLP	David Brown & Erika Franke	Alexander Soros
White & Case LLP	The Edelman Family Foundation	Ian R. Taylor

Conseil Consultatif International

ENTREPRISES	DONATEURS PRIVÉS	
(1) Anonymous	(3) Anonymous	David Jannetti
APCO Worldwide Inc.	Mark Bergman	Faisal Khan
Chevron	Stanley Bergman & Edward Bergman	Cleopatra Kitti
Edelman UK & Ireland	Peder Bratt	Samantha Lasry
Eni	Lara Dauphinee	Jean Manas & Rebecca Haile
Equinor	Herman De Bode	Dror Moreh
Ninety One	Ryan Dunfield	Lise Strickler & Mark Gallogly
Tullow Oil plc	Tanaz Eshaghian	Charitable Fund
Warburg Pincus	Seth & Jane Ginns	The Nommontu Foundation
	Ronald Glickman	Brian Paes-Braga
	Geoffrey R. Hoguet & Ana Luisa Ponti	Kerry Propper
	Geoffrey Hsu	Duco Sickinghe
		Nina K. Solarz
		Raffi Vartanian

CONSEIL DES AMBASSADEURS

Les dirigeants de divers horizons qui, avec leur talent et leur expertise, soutiennent la mission de Crisis Group.

Christina Bache	Reid Jacoby	Betsy (Colleen) Popken
Aliou Bah	Tina Kaiser	Sofie Roehrig
Amy Benziger	Jennifer Kanyamibwa	Perfecto Sanchez
James Blake	Gillian Lawie	Rahul Sen Sharma
Thomas Cunningham	David Litwak	Chloe Squires
Matthew Devlin	Madison Malloch-Brown	Leeanne Su
Sabrina Edelman	Megan McGill	AJ Twombly
Sabina Frizell	Hamesh Mehta	Theodore Waddelow
Sarah Covill	Clara Morain Nabity	Zachary Watling
Lynda Hammes	Gillian Morris	Grant Webster
Joe Hill	Duncan Pickard	Sherman Williams
Lauren Hurst	Lorenzo Piras	Yasin Yaqubie

CONSEILLERS

Anciens membres du Conseil d'administration qui maintiennent leur collaboration avec Crisis Group et apportent leurs conseils et soutien (en accord avec toute autre fonction qu'ils peuvent exercer parallèlement).

Martti Ahtisaari Président émérite	Christoph Bertram Lakhdar Brahimi	Aleksander Kwasniewski Ricardo Lagos
George Mitchell Président émérite	Kim Campbell Jorge Castañeda	Joanne Leedom-Ackerman Todung Mulya Lubis
Gareth Evans Président émérite	Joaquim Alberto Chissano Victor Chu	Graça Machel Jessica T. Mathews
Kenneth Adelman	Mong Joon Chung Sheila Coronel	Miklós Németh Christine Ockrent
Adnan Abu-Odeh	Pat Cox Gianfranco Dell'Alba	Timothy Ong Roza Otunbayeva
HRH Prince Turki al-Faisal	Jacques Delors Alain Destexhe	Olara Otunnu Lord (Christopher) Patten
Celso Amorim	Mou-Shih Ding Uffe Ellemann-Jensen	Surin Pitsuwan Fidel V. Ramos
Oscar Arias	Stanley Fischer Carla Hills	Olympia Snowe Javier Solana
Richard Armitage	Swanee Hunt Wolfgang Ischinger	Pär Stenbäck
Diego Arria		
Zainab Bangura		
Nahum Barnea		
Kim Beazley		
Shlomo Ben-Ami		